

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA COOPÉRATION EN ROUMANIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 5 Juin 1930, à 14 heures

PAR

Joseph KAMIL

MEMBRES DU JURY :

Président : M. Albert AFTALION, Professeur.

Suffragants { M. Jean LESCURE, Professeur.
M. Roger PICARD, Professeur.

LES PRESSES MODERNES

IMPRIMERIE

45, RUE DE MAUBEUGE

PARIS

1930

LA COOPÉRATION EN ROUMANIE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA COOPÉRATION EN ROUMANIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 5 Juin 1930, à 14 heures

PAR

Joseph KAMIL

MEMBRES DU JURY :

Président : M. Albert AFTALION, Professeur.

Suffragants { M. Jean LESCURE, Professeur.
 { M. Roger PICARD, Professeur.

LES PRESSES MODERNES

IMPRIMERIE

45, RUE DE MAUBEUGE

PARIS

1930

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Parmi les conceptions doctrinaires tendant à remédier à l'état actuel du régime économique, la coopération est peut-être la seule, qui après un temps assez court d'application, a donné des résultats que tout le monde est d'accord de reconnaître comme étant très intéressants.

Si cela s'explique par les données fondamentales de cette nouvelle doctrine, qui sont intimement liées aux actes de l'activité quotidienne des individus, et par la forme moins hardie que celle d'autres doctrines par laquelle elle se propose d'atteindre ses buts, les adversaires de la coopération ont été assez nombreux. Il semble pourtant qu'ils se sont rendus vite compte de l'importance que cette idée aura dans l'avenir.

Beaucoup ont été les essais de définir exactement la coopération, mais on s'est heurté à des difficultés à cause de ses multiples manifestations.

Un autre ordre de difficultés surgit du besoin de trouver le principe commun qui étant à la base de toutes les formes tant variées de coopératives, leur imprime le même caractère.

C'est ainsi que la notion de l'aide propre (selfhelp) en vertu de laquelle les sociétés coopératives se caractérisent

par le fait que chacune d'elles, s'aide par ses propres moyens, par l'effort commun de tous les associés, a trouvé aujourd'hui des critiques, qui ont montré que si ce principe suffit pour différencier les sociétés coopératives des sociétés ayant le caractère charitable, il ne marque pas la séparation qui existe entre les premières et les sociétés capitalistes.

On remarque qu'en réalité tout comme l'Etat a été obligé de créer d'établissements d'utilité publique avec le caractère purement capitaliste en aidant l'initiative privée, par exemple les chemins de fer, tout ainsi il a pensé avoir comme devoir d'aider la création et le développement des sociétés coopératives. (1)

On s'explique donc pourquoi, à cause de telles difficultés, il y a des nombreux essais faits pour donner une définition qui, à la fois assez large pour comprendre toutes les formes, et assez précise, puisse exprimer les véritables caractères de la coopération.

C'est ainsi que la plupart des législations sur les coopératives, évitent à définir la coopération, par opposition avec les auteurs, qui ne manquent pas de nous préciser leur point de vue.

M. Heinrich Kaufmann, le directeur des coopératives de consommation allemandes, trouve que ce qui caractérise la coopération, c'est l'exercice par l'exploitation commune

(1) V. Madgearo et Gr. Mladenatz, La Réforme de la coopération, Bucarest 1925, p. 24.

de certaines fonctions économiques appartenant avant aux membres isolés, dans le but de réaliser des avantages économiques plus remarquables.

Or, ce trait se rencontre parfaitement dans les syndicats et cartels, qui sont pourtant des sociétés capitalistes.

Le professeur H. Muller, (2) remarquant que les individus cherchent à réaliser par la coopération la satisfaction de plus en plus complète de leurs besoins, qui est en définitif le but de leur travail, définit la coopération comme étant « une forme d'organisation économique collective, ayant comme principe, l'intérêt du travail ».

M. B. Lavergne nous donne aussi une définition « nous appellerons coopératives, les entreprises de production et de vente, où les profits réalisés sur les acheteurs, s'ils ne sont pas affectés au fond de réserve ou d'agrandissement de la société, ou à des œuvres d'intérêt collectif, sont restitués aux acheteurs eux-mêmes, sous forme des ristournes établies à proportion des achats effectués. » (3)

Mais cette définition se réfère plutôt aux coopératives de consommation qu'aux autres.

Tout ainsi la définition du professeur Ch. Gide :

« la coopération est une association tendant à supprimer le profit » qui est préférable, parce que précise et courte, elle met en relief le but de la coopération en général, l'élimina-

(2) Das Genossenschaftswesen und die Reform seines Rechtes, im demokratischen Staate, Zurich 1921, p. 28.

(3) B. Lavergne, Le régime coopératif, Paris 1908, p. 15.

tion du profit. Le bénéfice réalisé par la société coopérative n'a pas un caractère capitaliste, puisque les coopératives travaillent non pas en vue du gain, mais pour la satisfaction des besoins de leurs membres.

En tout cas on pourrait trouver le criterium, qui permettra de distinguer les diverses catégories des sociétés coopératives. C'est la suppression d'un intermédiaire. Selon que cet intermédiaire écarté sera banquier, patron ou négociant, la société coopérative sera de crédit, de production ou de consommation.

Il est néanmoins vrai que si ce sont les trois types classiques, ce ne sont pas les seuls qui renferment tous les genres de coopératives existantes.

La première forme sous laquelle la coopération s'est manifestée a été celle de production. C'était avec les associations ouvrières de production que vers la moitié du XIX^e siècle, on croyait pouvoir substituer au régime capitaliste des industries, une nouvelle organisation dans laquelle, grâce à la solidarité des ouvriers, le rôle du capitaliste sera de plus en plus amoindri.

Mais il a suffi peu de temps pour s'apercevoir « qu'elle ne contenait aucune des possibilités d'évolution vers la forme supérieure de propriété collective ou commune, dans laquelle la classe ouvrière a placé son rêve de libération économique ». (4) D'ailleurs l'expérience montre que parmi les

(4) Jean Gaumont, Histoire abrégée de la coopération, Paris 1921, p. 46.

associations ouvrières de production, qui ont réussi à se maintenir, la plupart sont devenus des entreprises capitalistes embauchant des salariés et élevant au rang des patrons, les anciens associés. (5)

Cette tournure des choses était naturelle, car la concentration industrielle, avec ses puissants moyens, aurait vite fait d'annihiler l'activité réduite en proportion, des faibles associations de production.

Il faut pourtant faire une mention spéciale sur les associations de production agricole qui semblent être destinées à un grand avenir, et grâce auxquelles certains pays, comme par exemple le Danemark, ont eu la possibilité d'augmenter rapidement la production.

Ces associations agricoles, ont aussi une importance capitale pour la Roumanie, car rien que par leurs moyens on pourrait consolider la situation des nombreux petits propriétaires de terres, et parvenir à une augmentation sensible de la production agricole.

On s'est tourné alors du côté de la société coopérative de consommation ou distributive, comme on l'appelle. — C'était celle, qui en achetant en gros des marchandises, les revendait ensuite aux membres associés, leur distribuant les profits au prorata de leurs achats.

Cette forme de la coopération a pris dans les pays de l'occident européen un développement formidable. L'An-

(5) H. Truchy, Cours d'économie politique, troisième éd. 1929, tome 1, p. 228.

gleterre, avec ses puissantes sociétés coopératives de consommation sert toujours comme exemple.

On connaît la grande activité et l'espoir que le vénérable coopérateur, M. Charles Gide a dans la coopération distributive. Les nouveaux théoriciens de la coopération, mettent aujourd'hui comme fondement de leur théorie le consommateur par opposition au producteur, et en cela, ils changent complètement les vues dans lesquelles l'organisation économique et sociale a été étudiée jusque-là. Comme M. Lavergne le dit : « la doctrine coopérative enseigne que l'hégémonie sociale appartient normalement au consommateur et non au producteur, comme les doctrinaires de l'économie capitaliste et les réformateurs socialistes ont trop longtemps tendu à le faire croire. » (6)

La troisième forme sous laquelle la coopération s'est manifestée, sont les sociétés coopératives de crédit, qui en naissant en Allemagne ont gagné vite un terrain très étendu, surtout dans les pays où le manque de crédit se faisait vivement sentir.

Ce sont des sociétés qui procurent à leurs membres des crédits à bon marché, supprimant ainsi l'usure, qui dans certains pays a pris une extension incroyable. Ce sont les trois grandes catégories dans lesquelles on classe d'habitude les différentes sociétés coopératives.

Parmi les coopératives qui sont arrivées à un grand développement économique, il y a une tendance très accentuée

(6) B. Lavergne, *L'ordre coopératif*, Paris 1926, p. 4.

de faire des opérations qui rentrent dans les attributions d'un autre genre de société coopérative.

En Angleterre, les puissantes sociétés de consommation de Manchester et Glasgow, se sont annexé des ateliers de production, et d'autres satisfont des besoins d'approvisionnement agricole.

En Allemagne, Tchécoslovaquie et Roumanie, les sociétés de crédit s'occupent entre autres, de la procuration d'instruments de travail aux paysans, et ont même la fonction des sociétés coopératives de vente.

Toutes ces diverses formes mixtes, ont trouvé une heureuse appellation par la formule de M. A. Thomas, (7) ce sont des coopératives « à fonction multiples ».

C'est incontestable, croyons-nous, que la coopération procure dans tous les domaines où elle se manifeste, un renforcement économique à ses adhérents. On ne peut non plus nier le rôle éducateur que la coopération joue pour les paysans, en les familiarisant avec la tenue des livres des calculs et en développant leur sens commercial.

Il serait pourtant oiseux d'insister davantage sur les caractères généraux et les discussions occasionnées par la doctrine coopératiste. Ça ne rentrerait pas dans les préoccupations de notre étude.

Nous n'entrerons non plus dans les discussions qui se placent autour de l'idée, à savoir si la coopération est un

(7) A. Thomas, Rapport au Congrès coopératif, Gand 1924.

plan d'avenir socialiste qui conduira à un système de solidarité et transformera la société.

Notons seulement que la plupart des socialistes d'aujourd'hui, (B. et S. Webb, Staudinger, Ed. Bernstein par exemple) s'ils ne croient pas que la coopération seule ou même avec l'aide de l'Etat, sera capable de vaincre le capital, ils reconnaissent pourtant, que la coopération est destinée à jouer un rôle très important dans la formation d'une société économique plus harmonieuse.

Nous signalons pour finir nos considérations générales, que le professeur Ernest Grünfeld, en réunissant tous les avantages accordés aux sociétaires d'une coopérative, relève l'existence d'une « rente coopérative » qui se compose, nous dit-il : 1°) de l'économie des gains des commerçants, ceux-ci étant rendus superflus ; 2°) économie des frais et de pertes supportés pour attirer la clientèle ; 3°) économie par suite de la réunion du capital parmi les sociétaires ; et 4°) économie sur les salaires des dirigeants, qui en majorité sont beaucoup plus petits que dans les entreprises capitalistes. (8)

En faisant abstraction de toutes les critiques qui ont été apportées à la coopération, on se trouve devant les chiffres, et on reste étonné du grand développement du mouvement coopératif dans le monde entier.

Favorisé surtout par le grand bouleversement de la der-

(8) Revue des Etudes Coopératives, 1927, p. 260.

nière guerre, et sa conséquence, la hausse des prix, la coopération a pris un essor considérable.

On sait que le commencement de la coopération est placé en 1844, avec la société des Equitable Pionniers de Rochdale. Vers la fin de l'année 1925, on comptait dans tous les pays, 200.000 sociétés coopératives. (9) Les sociétés de consommation, elles seules, étaient en nombre de 800.000 avec 36 millions membres.

En tenant compte de ce que chaque membre représente dans ces chiffres une famille, et en multipliant donc ce chiffre par 4, le nombre des membres composant en moyenne une famille, on arrive à 144 millions de personnes, participant à quelque société coopérative de consommation.

En 1905, il y avait en Europe, pour une population de 360 millions personnes, 18.000 sociétés coopératives de consommation avec 14 millions membres. — La population de l'Europe en 1925, étant de 450 millions, l'accroissement est de 90 millions, donc de 33%. Comparé cet accroissement à celui de la population coopérative, qui étant de 140 millions, a décuplé, on se rend compte de la rapidité dont ce mouvement s'est développé. Parmi les 28 Etats de la nouvelle Europe, on ne trouve plus aucun qui soit resté loin de ce mouvement.

En dehors de l'Europe, on pourrait citer l'Australie, qui connaît un mouvement coopératif très puissant, mais

(9) Ch. Gide, La coopération à l'Etranger, 1925-1926, p. 3 et suivantes.

généralement, la coopération est loin d'arriver à la hauteur du mouvement européen. Comme M. Gide le remarque bien « si la Société des Nations groupe 52 Etats, l'Alliance Co-opérative Internationale en compte déjà 34 ». (10)

Si on consulte les statistiques des sociétés coopératives mondiales, on trouvera très difficilement des dates sur la Roumanie. C'est que, pays d'existence relativement jeune, il n'a pas connu ce mouvement, qu'en retard sur les autres pays.

On ne doit pas s'étonner de chercher vainement la Roumanie, dans les statistique de l'année 1908, quoique à ce moment, le mouvement coopératif roumain existait avec ses traits caractéristiques ; c'est parce que les statistiques roumaines manquaient.

On voit donc jusqu'à quel point on ignorait le mouvement coopératif roumain. C'est pourquoi justement, nous nous proposons dans cette étude de montrer le rôle que ce mouvement a joué dans l'organisation économique de la Roumanie.

En étudiant la situation actuelle de la coopération roumaine, nous pensons dégager la véritable place que la Roumanie doit occuper dans le mouvement coopératif mondial.

Même en admettant que par l'annexion des nouvelles provinces à la patrie mère, les sociétés coopératives, assez répandues dans ces territoires, ont contribué à rendre plus

(10) Ch. Gide, op. cit., p. 5.

importante la coopération roumaine, on verra dans notre exposé qu'il y avait en Roumanie un mouvement assez complexe et intéressant, qui mériterait au moins la peine d'être étudié et connu.

La guerre mondiale, qui a provoqué partout un accroissement du mouvement coopératif, a eu les mêmes résultats en Roumanie. Seulement, le grand nombre des sociétés coopératives de consommation issues spontanément, ont fini par disparaître, parce que ce n'était pas le vrai terrain sur lequel elles s'étaient fondées. *

La coopération roumaine s'est montrée particulièrement active dans le domaine agricole, et c'est vers cette forme de coopération que tous les espoirs des coopérateurs roumains se sont dirigés.

Si dans notre étude, nous essayerons de dégager quel est l'avenir de la coopération roumaine, il faut le dire franchement que la plupart des coopérateurs roumains reconnaissent que ce mouvement est loin de pouvoir s'appeler réellement coopératif.

M. J. Duca, le disait déjà en 1902 : « la Roumanie est par excellence le pays de la fausse coopération » (11) et de nos jours, M. Galan arrive presque à la même conclusion. (12)

(11) J. G. Duca, Les sociétés coopératives en Roumanie, Thèse Paris 1902, p. 32.

(12) Dr. A. G. Galan, La naissance et le développement de la coopération moderne, Bucarest 1926, Préface p. VIII, en parlant de la coopération dans l'ancien Royaume, par opposition à celle de la Transylvanie, dit que « la vie économique dans cette région étant plus retardée, c'est

Cette situation est dit-on la conséquence des différentes mesures législatives prises pour réglementer le mouvement coopératif. C'est pourquoi, pour mieux nous rendre compte, combien ces affirmations sont réelles nous nous occuperons dans la première partie de notre étude du mouvement législatif, et après avoir vu qu'est-ce qu'il y a de vrai dans ces critiques, nous montrerons dans une deuxième partie, à la lumière des dernières statistiques, telle qu'elle est, la coopération en Roumanie.

Ainsi nous espérons pouvoir enfin tirer des conclusions qui, tenant compte des défauts de la coopération roumaine, permettront de nous prononcer sur l'avenir du mouvement coopératif en Roumanie.

naturel de ne pas trouver des véritables coopératives, mais seulement des associations capitalistes de forme coopérative et des coopératives artificielles ».

PREMIÈRE PARTIE

**Le mouvement législatif
sur les Sociétés Coopératives**

CHAPITRE PREMIER

LE RÉGIME JURIDIQUE DES PREMIÈRES COOPÉRATIVES

Le mouvement coopératif est surgi vers 1840 dans des pays qui comme la France et l'Angleterre étaient arrivés à un haut degré de capitalisme industriel.

En Roumanie, c'est seulement vers la fin du XIX^e siècle que l'organisation économique commence s'adapter au mouvement mondial, et c'est pourquoi le mouvement coopératif a été en retard sur celui des autres pays.

C'est en effet vers l'année 1870, qu'on cite la création des premières sociétés coopératives à Bucarest, et celle-ci a été une période très critique, car la plupart des coopératives, faute du milieu nécessaire et de l'appui de l'Etat, disparurent ou se transformèrent en des sociétés ayant un caractère capitaliste.

Mais, même si ces associations par leur transformation ultérieure, n'ont pas eu les caractères des sociétés coopératives, elles ont le mérite d'avoir relever au public roumain l'idée de la coopération.

Tenant pourtant compte de l'existence de ces sociétés,

le Code de Commerce roumain promulgué en 1877 s'occupe dans sa VII^e section des coopératives, en les incorporant dans la catégorie des sociétés commerciales à capital variable.

Le Code de Commerce établie une limite inférieure et supérieure de l'apport individuel, en prévoyant la possibilité pour les membres associés, de faire des retraits partielles de capital, ce qui réduit de beaucoup la garantie du crédit.

La seule disposition qui accorde quelques avantages aux sociétés coopératives, c'est l'article 235, qui prévoit l'exemption de la taxe d'enregistrement et du timbre, des actes constitutifs des sociétés coopératives.

Mais en tout, cette réglementation était trop étroite, pour imprimer un véritable caractère coopératiste aux sociétés qui se sont fondées sous son régime, et ne constitue pas l'impulsion nécessaire au développement du mouvement coopératif.

Voyant l'insuccès du mouvement coopératif dans les villes, quelques prêtres et instituteurs de la campagne, prirent l'initiative d'une autre forme de la coopération, les banques populaires, comme on les appelle en Roumanie, qui cette fois, répondaient aux besoins des paysans.

C'est grâce à l'activité ardente de ces idéalistes que les banques populaires connaîtront un développement de plus en plus grand, devenant le pivot du mouvement coopératif roumain.

C'est en 1891 que la première banque populaire prend

naissance à Urziceni, dans le département Ialomitza. L'exemple était bon, car peu de temps après, d'autres banques populaires surgissent et font attirer l'attention des milieux officiels.

Un éminent esprit, le ministre de l'Instruction publique Spiru Haret, comprenant que par le mouvement coopératif, on pouvait arrêter la pénétration du socialisme dans les masses paysannes, (1) prend vers l'année 1900 l'initiative d'un encouragement officiel des instituteurs, devenus les propagateurs de la doctrine coopératiste.

Grâce à cet appui, on trouve en 1902, 700 banques populaires rurales avec 69.817 membres et un capital versé s'élevant à 4.250.000 lei.

La manière surprenante dont ce mouvement s'adaptait aux mœurs des paysans, n'était pas la seule raison pour laquelle on avait le droit de réclamer une loi spéciale pour les banques populaires.

Déjà en 1881 on avait créé des caisses de crédit agricole pour venir en aide aux paysans, mais celles-ci ont prêté de préférence aux fermiers et propriétaires, faussant ainsi complètement le but dans lequel elles ont été fondées. (2) C'est pourquoi, une loi du 2 juin 1892, en supprimant les caisses

(1) Gh. Dumitresco-Bumbesti, Notre coopération d'hier et d'aujourd'hui, Bucarest 1928, p. 13.

(2) Lucien Boltus, Le crédit agricole, cité par Gh. Tasca, Les Nouvelles Réformes Agraires en Roumanie, Thèse Paris, 1919, p. 61.

de crédit, a donné naissance à un véritable Crédit Agricole, divisé en 2 sections.

Cette nouvelle tentative a échoué aussi, tant à cause des multiples formalités qu'on demandait pour accorder le crédit aux paysans, qu'aussi en raison des garanties difficiles que la loi exigeait de la part des demandeurs.

En se rendant compte de la grande importance des banques populaires et pour faciliter leur développement, le gouvernement fit voter la loi du 28 mars 1903, (3) par laquelle on vient de créer une direction spéciale nommée « *Centrale des Banques Populaires* » auprès du Crédit Agricole, qui leur servira comme appui et contrôle.

D'après l'art. 4 de cette loi, les banques populaires se constituent par acte écrit, authentiqué par le juge de circonscription, qui aura le soin d'afficher un extrait et de le publier dans le Journal Officiel. Dans le délai d'un mois, les banques doivent communiquer au Crédit Agricole une copie authentique de l'acte de constitution.

Il faut pourtant remarquer qu'en dehors des dispositions de l'art. 4, les banques populaires peuvent aussi se constituer conformément à l'art. 222 du Code de Commerce.

Les statuts doivent contenir (art. 7) :

- a) le nom de la banque et le siège ;
- b) la modalité de la formation des parts sociales des membres, du paiement et de la restitution en cas de sortie ou exclusion de la société ;

(3) Promulguée au Journal Officiel, n° 288, du 29 mars 1903.

- c) l'énumération des opérations que la société peut faire ;
- d) le moyen de fructification du capital ;
- e) les conditions d'admission, de sortie ou exclusion des membres ;
- f) les limites de la responsabilité des membres ;
- g) les conditions dans lesquelles le crédit sera accordé tant aux sociétaires qu'aux *non-sociétaires* ;
- h) la modalité de la formation du fond de réserve, et sa destination en cas de liquidation ;
- i) la modalité du partage des bénéfices ;
- j) la modalité de l'administration de la société ;
- k) la modalité de liquidation éventuelle des affaires de la société.

C'est en remplissant ces conditions, qu'une banque populaire peut se constituer.

On voit donc que nulle part, on ne trouve pas le caractère coopératif dans ce genre de banques populaires, qui est le type *indépendant* créé par cette loi.

Comme structure intérieure, on distingue encore deux autres catégories :

1°) La banque populaire approuvée qui, pour être admise à travailler avec la Centrale, doit avoir une *activité territoriale limitée* à une ou deux communes limitrophes.

Ce qui caractérise encore ce type de banque populaire, c'est que l'intérêt des prêts ne peut être supérieur aux limites fixées par le Crédit Agricole, et que pour le cas où la

banque est constituée sous la forme d'une société par actions, les actions doivent être nominatives.

Enfin la banque doit constituer un fond de réserve avec au moins 10% des bénéfices et déclarer ses administrateurs solidairement responsables pour les pertes causées par leur négligence ou mauvaise volonté.

2°) La banque populaire contrôlée, caractérisée par la *responsabilité illimitée* de ses membres.

C'est la banque populaire constituée sans capital social, avec des apports et donations. Si elle est composée d'au moins 20 agriculteurs aisés d'une commune, le Crédit Agricole peut leur avancer un capital pour les débuts.

La loi des banques populaires a soumis aux dispositions du Code de Commerce la modalité de la constitution du capital social, pour les deux premières catégories de banques. C'est ainsi que l'apport de chaque membre ne peut excéder la somme de 5.000 lei, (art. 225-226 c. com.) ou un nombre d'actions dont la valeur nominale égale cette somme.

La limite inférieure est de 100 lei, ce qui fait que « le principe de la responsabilité solidaire et illimitée des membres, qui aurait donné un coloris coopératif aux banques populaires, ne trouve pas d'application dans la plupart des cas ». (4)

Toutes les banques populaires, sans exception, sont soumises au contrôle du Crédit Agricole et ont l'obligation de

(4) V. Madgearo et Gr. Mladenatz, op. cit., p. 8.

laisser la rédaction de l'acte de constitution et des statuts à la Centrale.

C'est donc un contrôle très sérieux, qui permet à la Centrale d'intervenir dans les affaires des banques populaires.

Le bilan annuel doit être remis à la Centrale dans les deux mois qui suivent sa clôture.

Les avantages accordés par l'Etat aux banques populaires sont :

a) Exemption de patente, mais seulement pour les banques qui étant basées sur la responsabilité solidaire et illimitée des membres, ont un fond de réserve constitué au moins avec 50% des bénéfices annuels nets ; en cas de liquidation ce fond doit être attribué aux œuvres d'utilité publique communale, et enfin l'administration doit être gratuite, en dehors du comptable.

b) 50% des bénéfices nets de la Caisse Centrale seront partagés au prorata des affaires, aux banques populaires qui remplissent les conditions plus haut exposées.

c) Exemption de la taxe du timbre et d'enregistrement, pour les actes de constitution, les demandes en justice, et la procédure de la poursuite des débiteurs.

d) Des réductions d'impôts aux nouvelles coopératives.

En vertu de cette loi, le Crédit Agricole aura la fonction de Caisse Centrale des banques populaires et sera non seu-

lement l'organe de contrôle des coopératives rurales, mais aussi l'Institut Central de crédit.

Pour la coordination des opérations, un conseil d'administration composé de 7 membres nommés pour une période de 5 ans sera constitué auprès du Crédit Agricole ; ce conseil, ayant des larges pouvoirs, devra aussi s'occuper de la propagande du mouvement coopératif à la campagne, par des publications, conférences et congrès.

Quoique cette loi accorde des avantages aux banques populaires, il faut remarquer que si l'exemption de la patente est accordée aux banques, basées sur des vrais principes coopératistes ayant un capital jusqu'à 20.000 lei, et que les autres dont le capital dépasse cette somme sont exemptes seulement d'une moitié de la patente, cette différence est trop petite pour pouvoir dire que la loi de 1903 facilite la création des banques du type Raiffeisen. D'autant plus, qu'une loi de 1908 pose comme condition de l'exemption de la patente, le maximum de l'intérêt perçu aux sociétaires à 10%, et aux non sociétaires à 12%, tout en ne faisant plus de distinction entre les diverses catégories de banques populaires. On peut donc affirmer « qu'on ne peut pas soutenir que la tendance de la loi a été de favoriser le type coopératif nécessaire à la vie paysanne ». (5)

La loi a eu pourtant des bons résultats au moins au point de vue du développement du nombre des banques populaires, ce qui a fait qu'en 1905, ses dispositions ont été

(5) V. Madgearo et Gr. Mladenatz, op. cit., p. 7.

étendues aux autres coopératives rurales, et en 1909 et 1919 même aux coopératives urbaines.

D'ailleurs, la Caisse Centrale des banques populaires créée par cette loi comme une annexe du Crédit Agricole, en effectuant en vertu de l'art. 15 les mêmes opérations que le Crédit Agricole, a fini par rendre sans importance le rôle du Crédit Agricole dans cette direction et a abouti à la loi du 30 mars 1908, qui prévoit la liquidation progressive des emprunts faits aux paysans, en décidant que pour l'avenir seule la Caisse Centrale des banques populaires sera l'intermédiaire par laquelle le Crédit Agricole fera des prêts aux banques populaires.

CHAPITRE II

LES MESURES LÉGISLATIVES D'APRÈS LA GUERRE

La grande guerre a été pour la Roumanie l'occasion d'une très profonde modification dans toutes ses institutions. La plus importante a été sans doute la réforme agraire votée au lendemain de la guerre.

Sans rentrer dans les détails de cette très intéressante réforme qui incontestablement a été une réelle nécessité pour la Roumanie, nous nous bornons à faire remarquer, que dans une certaine mesure, c'est le mouvement coopératif qui lui a préparé la voie, et qu'une fois la réforme réalisée, elle a eu des grandes répercussions sur le développement du mouvement coopératif.

D'une autre part, la situation économique de la Roumanie, assez trouble à ce moment, offrait à l'Etat un vaste terrain d'intervention. On trouve l'Etat s'occupant de l'approvisionnement de la population, et s'immisçant dans des entreprises qui par leurs caractères, présentaient des grands intérêts au point de vue économique général.

Le mouvement coopératif a subi aussi les conséquences

de la guerre, ses cadres et forces ayant faibli dans une certaine mesure ; cependant ses manifestations sont devenues des plus variées et l'Etat qui dès le commencement s'est assumé la charge de financer les institutions coopératives, pour « garantir le maintien de son autorité » (1) d'une part, et pour répondre aux besoins du mouvement coopératif qui exigeait la spécialisation des sociétés coopératives par catégories d'autre part, vient de créer par le décret-loi n° 3.922 en date du 31 décembre 1918, la *Caisse Centrale de la Coopération* et de la distribution de terres expropriées aux paysans, qui est la transformation de l'ancienne Caisse Centrale des banques populaires et des coopératives rurales.

Cette Centrale, fonctionnant dorénavant auprès du Ministère de l'Agriculture et des Domaines, est divisée en cinq sections :

1°) La *Centrale des Banques Populaires*, qui aidera, conduira et contrôlera le mouvement coopératif de crédit ;

2°) La *Centrale des Coopératives rurales de production et consommation*, ayant les mêmes attributions pour les sociétés coopératives appartenant aux catégories des sociétés de production et de consommation ;

3°) La *Centrale des Associations agricoles paysannes (Obshti) et des exploitations agricoles*, qui aidera les associations d'affermage et d'achat de la terre, contribuant d'acheminer la petite culture paysanne dans les voies du progrès et de la science ;

(1) V. Madgearo et Gr. Mladenatz, op. cit., p. 8.

4) La Direction foncière, et

5) La Direction du cadastre.

Chacune des trois premières Centrales, les seules qui nous intéressent, possède la personnalité morale, et présente un caractère mixte, par la collaboration de l'Etat et des sociétés coopératives tant au capital qu'à la direction.

Ainsi le capital de 24 millions lei de la Centrale des banques populaires (art. 6 de la loi) (2) est formé, moitié de l'ancienne dotation de la Caisse Centrale des banques populaires et des coopératives rurales, moitié de la souscription des banques populaires et leurs fédérales.

Le capital de 12 millions lei de la Centrale des Coopératives de production et consommation est formé par : 8 millions, le reste de l'ancienne dotation de 20 millions de la Caisse Centrale des banques populaires, et par 4 millions, l'apport des coopératives rurales et de leurs fédérales.

L'apport financier de l'Etat étant plus grand que celui des coopératives, a rendu irréaliste la formule de l'organisation budgétaire autonome des sociétés coopératives.

En ce qui concerne les Conseils d'administration des Centrales, ils sont formés par moitié des représentants des sociétés coopératives élus pour une période de 3 années, par moitié, des représentants des différents ministères. Le directeur de la Centrale, nommé par le ministre du ressort, fait de droit partie du Conseil, ayant seulement un vote dé-

(2) Promulguée au Journal Officiel, n° 225 du 3 janvier 1919, p. 4.204 et suiv.

libératif. Le reste des fonctionnaires des Centrales est nommé par l'Etat, après la recommandation du Conseil d'administration.

La Caisse Centrale des banques populaires qui fonctionnera comme banque centrale, servira aussi de Centrale pour les différentes assurances mutuelles contre la grêle, l'incendie, et la mortalité du bétail (art. 4). C'est une bonne disposition qui, malheureusement n'a pas trouvé d'application.

Pour faciliter la création des sociétés coopératives rurales, l'art. 20 leur accorde les mêmes avantages réservés jusque-là seulement aux coopératives urbaines d'artisans et travailleurs, en ce qui concerne les fournitures pour les administrations publiques.

Parmi les dispositions concernant la répartition des bénéfices, il faut relever le fait qu'une bonne quote, est destinée pour l'enseignement et la propagande coopératiste.

Pour la coordination du mouvement coopératif, le Conseil d'administration de chaque Centrale déléguera 2 membres, qui formeront avec le directeur général de la Caisse Centrale de la Coopération, un Conseil Général, organe d'unification des directives du mouvement coopératif roumain.

Il ressort donc, qu'aussi au point de vue administratif, l'Etat tient presque à sa disposition la direction des Centrales.

L'organisation des Centrales ne correspondait pas à celle d'une véritable Centrale coopérative, à cause du

manque des censeurs et de l'assemblée générale qui peuvent permettre aux sociétés coopératives l'exécution d'un réel contrôle.

On apporte une autre critique à cette loi, en disant qu'à la constitution des trois Centrales devrait présider le principe de la spécialisation par catégories d'opérations, et non par catégories de coopératives ; il aurait fallu créer une Centrale pour les opérations de banque, l'autre pour le commerce, et la troisième pour le contrôle. De cette manière on aurait évité de voir toutes les Centrales faisant les mêmes opérations, et le contrôle poussé sur le deuxième plan. (3)

La spécialisation par catégories d'opérations a certainement des grands avantages, mais, il ne faut pas oublier que la situation du mouvement coopératif en 1918 était telle, que la réalisation de ce principe était difficile. Les différents types des sociétés coopératives existantes exigeaient à ce moment leur centralisation par catégories.

Aujourd'hui, on se rend compte que la Centrale des associations agricoles — *obschtii* — par le genre de ses opérations se rapproche beaucoup de la Centrale des coopératives de production et consommation, et on a même réalisé — comme on le verra plus loin — leur fusion.

Reste donc à souligner que par l'économie même de cette loi, la tutelle administrative du mouvement coopératif roumain, prend une forme très accentuée.

(3) Dr. A. G. Galan, Le rôle et la situation de la coopération en Roumanie, Bucarest, 1927, p. 66.

Nous avons vu jusqu'à maintenant les lois, s'occupant seulement de la coopération rurale.

Par l'annexion à l'ancien Royaume, des provinces roumaines élibérées de la domination étrangère, le mouvement coopératif dans les villes prend une grande importance.

Aussi, les conditions de vie plus dures dans les villes après la guerre, contribuèrent à la création de nombreuses sociétés coopératives dans les villes de la nouvelle Roumanie.

Un décret-loi n° 1879, du 26 avril 1920 organise auprès du Ministère du Travail, une *Direction de la Coopération Urbaine*, qui aura en même temps que la fonction de contrôle, celle d'être l'Institut de crédit des coopératives urbaines.

Le conseil d'administration de cette direction, aura le pouvoir de procéder à la liquidation de toutes les sociétés coopératives qui ne se conformeront pas aux dispositions légales ou auront donné preuve de mauvaise administration.

Enfin une loi du 20 septembre 1920, élargit la sphère d'action des trois Centrales aux nouvelles provinces, et en 1923, la loi du 13 mars décide la liquidation de la Direction de la Coopération urbaine, en passant ses attributions à la Caisse Centrale de la Coopération.

Par cette loi, on a réalisé l'unification du mouvement coopératif roumain.

CHAPITRE III

Les **DERNIÈRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES**

L'organisation du mouvement coopératif roumain sur les bases de la loi du 31 décembre 1918, a été l'objet de vives critiques, dans les cinq dernières années.

Le mérite de cette loi a été d'empêcher l'accumulation de tous les pouvoirs dans les mains d'une seule Centrale qui, dans les circonstances exceptionnelles d'après la guerre, aurait présenté des grands inconvénients.

Néanmoins, faut-il remarquer que si la division des fonctions et l'activité de ces différentes Centrales ont réussi de créer des nombreuses sociétés coopératives, celles-ci ont fait presque les mêmes opérations.

C'est certain que l'existence de plusieurs coopératives du même genre dans un village, ne pouvait que nuire à la collectivité et gaspiller des forces, qui réunies auraient constitué un puissant organisme coopératif.

Les Centrales, qui ont légalement des attributions différentes, ont centré en fait l'une, dans les attributions de l'autre. (1)

(1) N. D. Chircoulesco, Exposition de motifs au projet du Code de la Coopération.

De ces deux points de vue, c'était donc un conflit assez sérieux qui persistait, en menaçant le développement du mouvement coopératif.

Le problème le plus ardent était pourtant un autre : c'était celui de l'autonomie de l'organisation coopérative qui soulevait de nombreuses discussions parmi les coopérateurs roumains.

Si la tutelle administrative a été jugée nécessaire au commencement, tout autre est la situation d'aujourd'hui.

Les congrès des sociétés coopératives roumaines tenues en 1925, reconnaissent que l'aide de l'Etat, non seulement qu'elle a été une nécessité pour le passé, mais elle est un devoir pour l'avenir.

On convient que l'Etat moderne démocratique n'ayant pas des tendances économiques et sociales opposées à celles de la coopération, a le devoir d'organiser l'éducation coopérative et d'acheminer le mouvement coopératif sur les bonnes voies. Mais la coopération « ne doit pas demander à l'Etat rien autre chose, que celui-ci comme autorité suprême de la société, a le devoir de donner pour les œuvres d'intérêt public... elle ne doit pas lui demander de trop, pour ne pas se parasiter. » (2)

Et c'est justement le grief principal de l'organisation coopérative roumaine ; l'aide financière de l'Etat a fait que l'administration publique intervient trop souvent et d'une

(2) N. Ghiulea, La Coopération, Cluj 1927, p. 96.

manière directe, dans l'organisation intérieure des coopératives. C'était d'ailleurs naturel que l'Etat, en apportant la plus grande partie du capital, trouve qu'un sérieux contrôle s'imposait de sa part. Or, « un vrai mouvement coopératif doit marcher de lui-même, et non pas avec des béquilles qui lui fourni l'Etat. » (3)

Aujourd'hui tous les coopérateurs sont d'accord pour reconnaître que seulement une organisation autonome du mouvement coopératif roumain, pourra assurer le développement d'un courant basé sur des pures principes coopératistes.

Déjà en 1918, dans le rapport adressé au feu roi Ferdinand, pour lui demander de signer le décret-loi n° 3.922, le Ministre de l'Agriculture et des Domaines, M. J.-G. Duca disait que « la tutelle de l'Etat, n'est pas un idéal en matière de coopération et la tendance doit être que le mouvement se conduit par ses propres forces et moyens ». (4)

Ce qui reste à démontrer c'est l'opportunité d'une telle autonomie, et nous espérons en conclure, après avoir vu dans la deuxième partie de notre étude la situation actuelle du mouvement coopératif.

Une dernière raison plédait enfin pour une nouvelle législation de la coopération.

C'est que la loi de 1903 sur les banques populaires qui

(3) Ch. Gide, La coopération dans les pays latins, Paris 1927, p. 216.

(4) Journal Officiel, n° 255, du 3 janvier 1919, p. 4.204.

gouvernait encore la coopération roumaine, contenait des dispositions assez étroites pour la consécration des principes coopératifs, en laissant aux statuts, de réglementer l'organisation intérieure et l'activité des sociétés coopératives, suivant les intérêts de leurs associés.

C'est pour répondre à toutes ces critiques, que depuis l'année 1928 on a voté en Roumanie deux lois sur les coopératives. La première, en date du 7 juillet 1928, intitulée « le Code de la Coopération », et l'autre la loi « pour l'organisation de la coopération », promulguée au « Journal Officiel » n° 22, du 28 mars 1929.

Le Code de la coopération a été voté dans les derniers mois de gouvernement du parti libéral, et quelque temps après, le nouveau régime fit voter une autre loi sur la coopération. C'est un fait un peu bizarre, osons le dire, qui nous met en impossibilité de nous prononcer sur les résultats du Code de la Coopération, puisque c'est à peine qu'on a eu le temps pour faire les transformations nécessitées par le vote du Code.

Nous nous arrêterons donc rapidement sur les caractères essentiels du Code de la Coopération, en étudiant ensuite dans tous les détails la récente loi pour l'organisation de la coopération.

§ 1. — *Le code de la coopération.*

L'idée directrice de l'élaboration du Code de la Coopération a été d'affranchir dans les limites possibles le mou-

vement coopératif roumain de la tutelle administrative, pour le remettre dans un cadre coopératiste.

Une première constatation s'impose : c'est que le Code définit dans son article 1 d'une manière précise la société coopérative ; elle est « une société à capital variable avec un nombre variable et illimité d'associés, ayant comme but principal, le progrès économique de ses membres, par une entreprise commune ».

Donc, d'après cette définition, les caractères d'une société coopérative sont :

1. la variabilité du nombre des associés et du capital ;
2. le but doit être le progrès économique des membres ;
3. la société coopérative doit créer une entreprise commune.

Le Code classe les sociétés coopératives dans deux grandes catégories :

- a) les banques populaires ;
- b) les coopératives diverses, qui étaient jusque-là groupées dans deux Centrales différentes.

On espérait par cette nouvelle organisation pouvoir aisément faire la démarcation dans les attributions des Centrales, et on tenait compte des critiques soulevées par l'existence des deux Centrales des coopératives ayant presque la même sphère d'action à la suite du développement du mouvement coopératif.

L'article 3 distingue, d'après la responsabilité, trois catégories de coopératives :

- a) sociétés coopératives avec responsabilité illimitée ;
- b) sociétés coopératives avec responsabilité limitée ;
- c) sociétés coopératives avec des versements supplémentaires.

Le nombre de 25 membres est nécessaire pour la constitution d'une coopérative.

Le capital est formé des parts sociales d'une égale valeur, l'associé ayant la possibilité de souscrire une ou plusieurs parts, mais leur valeur totale ne peut jamais dépasser le 1/10 du capital entier de la coopérative.

Les statuts des sociétés avec responsabilité illimitée et avec des versements supplémentaires, devront être authentiqués par le juge de circonscription qui aura le soin de les inscrire sur un registre spécial pour les sociétés coopératives, et de communiquer l'autorisation à la Centrale respective.

A partir de ce moment, la société coopérative est une société commerciale, et possède la personnalité juridique.

Dans un même village, on ne peut pas fonder deux coopératives du même genre, qu'après un avis favorable spécial de la Centrale (art. 12).

L'activité territoriale de la société est restreinte à deux communes limitrophes.

Nous avons vu plus haut qu'une des caractéristiques des sociétés coopératives est la variabilité du capital. Or, on trouve dans le Code de la Coopération une disposition qui paraît être contraire à ce principe ; c'est celle de

l'art. 40, alinéa 2, qui nous dit qu'en aucun cas les retraits ne seront plus admises quand le capital a été réduit par le moyen de retraits à la moitié du capital constaté dans le bilan de l'année précédente, et quand les engagements de la coopérative n'ont pas été liquidés complètement. Mais cette disposition a été prévue pour écarter dans une certaine mesure le péril de la diminution du capital.

Les parts sociales ne peuvent être cessionnées, ni gagées. L'article 72 pose le principe de la gratuité de l'administration en dehors des stipulations contraires des statuts.

Chaque société coopérative est dirigée par un Conseil d'administration, élu par l'assemblée générale.

Le Code impose aux coopératives de destiner au fonds de réserve au moins 10 % du bénéfice annuel.

Les sociétés coopératives peuvent fusionner entre elles par la décision des assemblées générales. En cas de liquidation, le fond de réserve et les autres fonds qui restent après le paiement des créances seront employés par la Centrale, pour des œuvres culturelles et sociales de la même commune.

Les banques populaires sont *obligées* de s'associer dans des fédérales, *seulement pour l'exécution du contrôle* (art. 137). Pour les autres coopératives, cette obligation n'existe pas ; elles ont la *faculté* de constituer des Unions de Contrôle.

Les fédérales ne peuvent jamais faire des opérations de commerce pour leur propre compte, mais seulement pour le compte des sociétés associées. Seules, les fédérales des coopératives de crédit ont le droit d'effectuer des opérations de banque. Elles ont l'attribution de coordonner, stimuler, et contrôler l'activité des sociétés coopératives, en leur procurant le crédit, en leur facilitant l'approvisionnement et la vente de leurs produits, et en organisant l'instruction et la propagande coopératiste (art. 141).

Le Code prévoit l'organisation de deux Centrales, pour toutes les sociétés coopératives :

- 1) *La Centrale des Banques Populaires.*
- 2) *La Centrale des Coopératives.*

La première est une institution quasi-autonome, fonctionnant auprès du Ministère du Travail, de la Coopération et des Assurances Sociales. Elle est en même temps la Banque Centrale des banques populaires et l'institut de crédit de toutes les sociétés coopératives.

Son capital initial est de 200 millions lei, versé en moitié par l'Etat et en moitié par les souscriptions des banques populaires et leurs fédérales.

Le Conseil d'administration de la Centrale est formé de 14 membres, dont la moitié est nommée par les Ministères intéressés et l'autre moitié par les coopératives de crédit.

Dans la répartition des bénéfices, remarquons qu'une

quote de 25 % est destinée à la propagande et à l'enseignement de la coopération.

La Centrale des Coopératives est aussi une institution autonome, fonctionnant auprès du même Ministère, et ayant un capital de 100 millions lei ; la moitié est fournie par l'Etat, l'autre par les sociétés coopératives.

Le Conseil d'administration est composé de la même manière que le précédent, avec la seule différence que le nombre de membres est de 18.

Parmi ses attributions, notons la possibilité pour la Centrale de participer avec au plus 25 % de son capital dans des entreprises industrielles et commerciales, pour l'approvisionnement et la mise en valeur des produits des sociétés coopératives.

On attribue encore à la Centrale l'initiative de créer en collaboration avec la Centrale des banques populaires et les sociétés coopératives, des magasins de gros pour l'approvisionnement des sociétés coopératives en articles de première nécessité.

L'article 198 prévoit la suppression et la liquidation de la Centrale des associations agricoles (*obschtiî*), en passant tout son actif et passif à la Centrale des Coopératives.

Le Code crée comme organe de coordination des deux Centrales et de l'entier mouvement coopératif, un Conseil Supérieur de la Coopération, siégeant à Bucarest.

On prévoit aussi des divers avantages accordés aux sociétés coopératives ; ainsi les actes de constitution sont

exempts de la taxe du timbre, et les sociétés coopératives jouissent des réductions d'impôts, en étant préférées aux licitations des fournitures pour l'Etat et les institutions publiques, même s'il existe des offres avec un prix inférieur de 5 % au maximum.

Le Code de la Coopération oblige enfin toutes les sociétés coopératives de modifier et de mettre les statuts en concordance avec ses dispositions, le plus tard jusqu'au 1^{er} juillet 1930.

§ 2. — *La loi pour l'organisation de la coopération* (5).

Peu de temps après le vote du Code de la coopération, le nouveau gouvernement décrétait la stabilisation légale de la monnaie nationale roumaine, le leu.

Cette mesure a eu des répercussions sur l'entière économie du pays, qui souffrait déjà depuis un bon moment d'une grave crise commerciale et financière.

Les Centrales et fédérales des coopératives, dépourvues d'un organisme autonome de crédit, plaçaient les crédits qu'elles avaient de la Banque Nationale de Roumanie aux sociétés coopératives, avec un intérêt plus élevé, retenant la différence et devenant ainsi des intermédiaires entre la Banque Nationale et les autres sociétés coopératives.

Il fallait donc créer une institution financière auto-

(5) Promulguée au Journal Officiel, n° 22, du 28 mars 1929.

nome puissante, ayant comme principale attribution d'accorder des crédits aux sociétés coopératives.

D'après le Code de la Coopération de 1928, les Centrales fonctionnaient en même temps comme institut de crédit et de contrôle. Cette disposition a permis aux Centrales d'intervenir dans l'organisation intérieure des sociétés coopératives sous le prétexte du contrôle financier, qui aurait été le seul légalement possible et a provoqué des mécontentements parce que « les principes d'organisation rationnelle auraient demandé en premier lieu une séparation nette entre les attributions à caractère moral et celles à caractère économique » (6).

Enfin la présente loi qui gouverne actuellement les sociétés coopératives, fait partie du programme législatif du nouveau gouvernement, programme basé sur le principe de la décentralisation administrative, et il faut souligner que l'élaboration de cette loi est due à l'éminent coopérateur roumain, M. J. Raducanu, le ministre du travail, de la coopération et des assurances sociales.

D'après la loi, les sociétés coopératives sont considérées comme sociétés commerciales. Mais parce qu'en Roumanie il y a un genre de coopératives, les associations paysannes pour l'achat des terres, à qui le caractère des sociétés commerciales ne correspond guère à leurs buts,

(6) J. Raducanu, Exposition des motifs à la loi, Journal Officiel, n° 251, du 25 mars 1929, p. 1.783.

on a prévu (art. 2) que ces sociétés ont le caractère des sociétés civiles.

Par différence avec le Code de la Coopération, la loi ne donne plus une définition de la société coopérative et se borne dans son article 4, de faire une énumération explicative des diverses formes sous lesquelles la coopération peut se manifester.

Les statuts détermineront les conditions spéciales d'admission des associés dans la coopérative. En aucun cas, ne pourront être reçus comme associés, les personnes qui, par leur occupation, auront des intérêts contraires à ceux de la coopérative respective.

Les statuts de chaque coopérative devront prévoir le nombre minimum d'associés requis pour sa constitution, nombre qui, en aucun cas, ne pourra être inférieur à 15 (art. 7).

Pour les coopératives de crédit à responsabilité limitée, le nombre minimum d'associés est fixé à 50 ; pour les coopératives de crédit à responsabilité illimitée, à 20 ; pour les coopératives de consommation ayant leur siège dans les communes urbaines, à 100 ; pour les coopératives agricoles, à 25.

Le capital de la société coopérative est formé par des parts sociales d'une égale valeur (art. 8). La valeur de la part sociale ne peut être inférieure à 500 lei et personne ne peut avoir plus de 100 parts sociales.

La responsabilité assumée par les associés pour les obligations de la société peut être :

1. Solidaire et illimitée ;
2. Limitée : a) à la valeur des parts sociales souscrites ;
b) à plusieurs fois la valeur des parts souscrites.

Le capital peut aussi être représenté par des actions nominatives, si on obtient l'approbation expresse de l'Office National de la Coopération Roumaine.

Les parts sociales ou les actions nominatives de l'associé ne peuvent être cédées, ni mises en gage, ni poursuivies de quelque façon que ce soit, tant qu'il est associé à la coopérative (art. 15).

Sur l'excédent net, résultant du bilan approuvé par l'assemblée générale, il sera prélevé :

1. Au moins 10 % pour la constitution du fonds de réserve.
2. Au moins 5 % destinés aux œuvres de propagande, éducation et intérêt coopératif ou bien aux œuvres sociales.
3. Pour le cas où le statut permet d'accorder une partie de l'excédent au conseil d'administration et aux fonctionnaires, le total ne peut en aucun cas dépasser 12 %.
4. Une rémunération pour le capital versé par les associés, et qui ne pourra dépasser le maximum fixé par l'Office National de la Coopération Roumaine pour chaque catégorie de copératives.
5. Le reste sera distribué aux associés en rapport avec

la participation de chacun à l'obtention de l'excédent, sous forme de : primes de travail, de consommation, etc. (art. 26).

En ce qui concerne la constitution des sociétés coopératives il n'a été presque rien innové. Elles seront constituées, nous dit l'article 28, par acte écrit, qui sera authentiqué par la justice de paix, dans la circonscription de laquelle la société aura établi son siège. Seulement, pour être inscrites sur le registre spécial, il faudra que l'acte ait été visé au préalable par l'Office National de la Coopération Roumaine ou par l'une des Unions de Coopératives, comme remplissant les conditions, et correspondant aux buts de la loi.

De cette manière, un contrôle sérieux permettra de distinguer dès le commencement les sociétés qui se disent coopératives, rien que pour bénéficier des avantages de la loi.

Les statuts de la société coopérative doivent contenir les indications suivantes (art. 30) :

- a) la raison sociale de la coopérative, et son siège ;
- b) l'énumération des opérations qu'elle pourra faire ;
- c) la durée de la société ;
- d) les conditions qui doivent être remplies pour être reçu dans la coopérative, ainsi que les formalités de retraite des associés et les cas d'exclusion ;
- e) la valeur de la part sociale et le nombre maximum de parts qu'un associé pourra souscrire, la manière de

régler les parts sociales souscrites, si des restitutions sont admises et la manière suivant laquelle elles seront faites ;

f) le nombre minimum des associés nécessaire pour constituer la coopérative et le nombre nécessaire pour qu'elle puisse fonctionner ;

g) la nature de la responsabilité assumée par les associés ;

h) la délimitation territoriale du rayon d'activité ; si la société peut ou non faire des opérations avec les non-sociétaires et quel genre d'opérations ;

i) la manière suivant laquelle sera convoquée l'assemblée générale ; les conditions pour la validité de ses décisions ;

j) la manière dont sera administrée la coopérative, les règles qui régissent la désignation du conseil d'administration, des censeurs, du comité de direction — s'il existe — les pouvoirs et les obligations des membres appartenant à ces organes ;

k) les dispositions relatives à la clôture, la vérification et l'approbation et la date de clôture ;

l) la manière dont sera réparti l'excédent ou le déficit de la gestion ;

m) la manière dont sera constitué le fonds de réserve.

Ce fond, au cas d'une liquidation, ne sera pas réparti entre les associés mais sera utilisé uniquement à la dotation d'une institution d'intérêt coopératif, désignée par l'assemblée générale de liquidation ;

n) la manière dont sera constitué le fond d'éducation, d'intérêt coopératif et des œuvres sociales et sa destination en cas de liquidation ;

o) la forme qui sera employée pour les avis et les publications qui émanent de la coopérative.

Les organes d'une société coopérative sont : le conseil d'administration, le comité de censeurs et l'assemblée générale.

Remarquons que la faillite de la société coopérative n'attire pas à sa suite la faillite de ses associés.

Le mouvement de concentration qui se manifeste dans le domaine des entreprises économiques est aussi pour la coopération un besoin impérieux. Il se manifeste par la fusion des sociétés coopératives et par leur fédéralisation.

Dans la conception du nouveau législateur roumain, la fédérale est une société coopérative de deuxième degré, ayant comme associées les sociétés coopératives. C'est pourquoi, les dispositions concernant les fédérales sont peu nombreuses.

Si les fédérales sont nécessaires pour le développement du mouvement coopératif roumain, les résultats qu'elles ont donné jusqu'aujourd'hui sont très mauvais.

Il semble que la cause réside dans la limitation territoriale de leur activité, qui étant maintenue par le Code de la Coopération, (art. 138) a permis l'existence dans certains départements de plusieurs fédérales (7).

(7) Exposition de Motifs, p. 1.792.

C'est pourquoi, l'article 64, alinéa b) de la présente loi contient une disposition intéressante, grâce à laquelle on a cherché à écarter la cause de cet insuccès. En effet, il est dit que la fédération peut étendre son rayon d'activité même sur le pays tout entier ; elle aura aussi à décider quelle catégorie de coopératives peut devenir membre associé.

En laissant aux fédérales la prise de toutes ces dispositions, on pense être plus près des nécessités pratiques.

Comme conséquence logique du principe que les attributions économiques doivent être distinctes de celles avec le caractère moral, on crée en dehors des fédérales qui sont des institutions économiques, des *Unions de Coopératives*, qui sont obligatoirement chargées du contrôle des sociétés coopératives affiliées.

Ces Unions se formeront par département et conformément à l'article 68, toutes les sociétés coopératives seront obligées de s'affilier aux Unions, dans le délai d'une année.

Cette obligation nous paraît fâcheuse. En effet, l'art. 76 prévoit que les dépenses de l'Union seront supportées par les sociétés coopératives affiliées, et nous pensons qu'on ne peut pas savoir si toutes les petites sociétés coopératives pourront disposer des sommes assez élevées nécessaires à l'organisation de l'Union.

En dehors du contrôle, les statuts des Unions des Coopératives pourront attribuer aux Unions.

1. l'organisation technique et judiciaire des coopératives ;
2. l'organisation de la statistique des sociétés coopératives appartenant à la région respective ;
3. la propagande et l'organisation d'institutions d'instruction coopératiste ;
4. l'organisation des congrès coopératifs.

En outre, les Unions devront résoudre les différends survenus entre les sociétés coopératives affiliées ou bien entre les organes d'une coopérative et ses associés, et décider la dissolution des sociétés coopératives qui ne sont pas conformes à la loi, avec l'approbation de l'Office National de la Coopération Roumaine.

L'activité des Unions des coopératives est soumise au contrôle de l'Office National de la Coopération Roumaine (art. 78).

Le problème des moyens financiers du mouvement coopératif roumain est sans doute un des plus délicats à résoudre.

L'aide de l'Etat étant toujours nécessaire, on a vu comment le Code de la Coopération a organisé la Centrale des Banques Populaires comme institution de crédit pour l'entier mouvement coopératif, en lui donnant un caractère mixte par la participation de l'Etat et des sociétés coopératives tant au capital, qu'à l'administration (8).

(8) V. plus haut, p. 41.

C'est certain que le crédit de la Banque Nationale de Roumanie est au meilleur compte, seulement la Banque Nationale « ne peut pas avoir un contact direct avec toutes les unités coopératives... elle juge la capacité de crédit d'après les critères habitués aux entreprises capitalistes, ainsi que les moyens qu'elle pourrait mettre à la disposition des coopératives directement, seront insuffisants » (9).

La loi crée donc la Banque Centrale Coopérative, qui remplace l'ancienne Centrale des Banques Populaires.

C'est une personne juridique qui accorde des crédits sur toutes les formes aux sociétés coopératives, et fait des opérations de banque pour leur compte.

Dans la formation du capital, l'Etat contribue avec la somme de 500.000.000 lei, comme suit :

a) 200 millions, fonds mis par la Banque Nationale de Roumanie à la disposition du crédit populaire, conformément à la convention de 1925 relative à la prorogation de son privilège.

b) 50 millions, la participation de l'Etat aux anciennes Centrales des Banques Populaires et des Coopératives.

c) 250 millions, destinés par l'Etat au complément du capital de cette institution.

Le capital social sera complété jusqu'à la somme d'un milliard lei par les souscriptions des sociétés coopératives

(9) V. Madgearo et Gr. Mladenatz, *La Réforme de la coopération*, Bucarest 1925, p. 43.

et de leurs fédérations, chaque coopérative associée ayant l'obligation de souscrire au moins une part sociale, qui sera en valeur de 10.000 lei chacune.

La Banque Centrale fonctionne d'après un statut approuvé par le gouvernement, et a son siège à Bucarest, pouvant en même temps établir des succursales dans le pays ou à l'étranger.

L'administration de la Banque Centrale est confiée à un Conseil composé de 9 membres, à savoir :

Un délégué du Ministère des Finances ;

Un délégué du Ministère de l'Agriculture et des Domaines ;

Un délégué du Ministère du Travail, de la Coopération et des Assurances Sociales ;

Un délégué de la Banque Nationale de Roumanie ;

Cinq membres élus par l'assemblée générale des sociétés coopératives associées.

Par la composition du Conseil d'administration, on a réalisé le desideratum exprimé par le Congrès des Coopératives roumaines tenu en 1925, qui demandait que les représentants du mouvement coopératif dans les Conseils des Centrales, soient en majorité, en face de ceux nommés par l'Etat.

C'est pourtant vrai que les décisions du Conseil pourront être suspendues par le commissaire du gouvernement, qui a l'attribution de surveiller toutes les opérations de la Banque Centrale Coopérative.

Mais les décisions du commissaire sont susceptibles d'appel devant une commission arbitrale formée par un conseiller de la Cour de Cassation comme président, par un membre désigné par le Ministère du Travail, et un membre désigné par le conseil d'administration de la Banque Centrale coopérative (art. 94).

Le bilan de la Banque sera dressé au 31 décembre de chaque année et le bénéfice sera réparti de la façon suivante (art. 96) :

- a) au moins 20 % au fonds de réserve ;
- b) une rémunération du capital pouvant s'élever jusqu'à 150 % de l'escompte de la Banque Nationale à la date de la clôture du bilan ; la part revenant au capital investi par l'Etat sera versée à l'Office National de la Coopération Roumaine, pour soutenir la propagande et l'enseignement coopératif.

Ce qui reste sera réparti comme suit :

- a) 4 % aux membres du conseil d'administration et aux censeurs ;
- b) 15 % prime de travail, aux fonctionnaires de la Banque Centrale Coopérative, en rapport avec leurs salaires ;
- c) 30 % à la disposition de l'Office National de la Coopération Roumaine, pour la propagande et l'éducation coopérative ;
- d) le reste sera réparti entre les unités associées, pro-

portionnellement aux opérations effectuées avec la Banque Centrale Coopérative.

On voit donc qu'une bonne partie des bénéfices est destinée à la propagande coopérative, ce qui constitue une bonne application d'un véritable principe coopératif.

Le contrôle de l'activité de la Banque est attribué à un comité de 4 censeurs et à l'assemblée générale des sociétés coopératives affiliées.

On peut donc affirmer que l'organisation de la Banque Centrale correspond dans une large mesure au principe de l'autonomie budgétaire, et à une administration et contrôle sérieux.

Le Conseil Général de la Coopération, fonctionnera comme instance supérieure de direction du mouvement coopératif et de coordination de l'activité des différentes branches coopératives (art. 82).

Il est composé de 19 membres dont :

- a) 5 représentants des différents ministères intéressés ;
- b) 1 délégué de la Banque Centrale Coopérative ;
- c) 9 membres élus par l'assemblée des délégués des Unions de coopératives ;
- d) 3 membres cooptés par le conseil, parmi les spécialistes des problèmes coopératifs ;
- e) 1 délégué de la Cour de Cassation.

Enfin feront de droit partie, tous les anciens ministres du Travail et de l'Agriculture, ayant fonctionné au moins six mois dans ces dignités.

Les attributions du Conseil sont exercées par l'Office National de la Coopération Roumaine, qui a le rôle de contrôler les Unions de Coopératives, de diriger et orienter leur activité, et d'organiser l'enseignement coopératif et la statistique générale du mouvement coopératif, en publiant l'Annuaire de la Coopération Roumaine.

L'Office sert en même temps comme instance d'appel en ce qui concerne les décisions des Unions de Coopératives, et représente les intérêts de la coopération, en face de l'autorité publique.

Dans la conception de l'actuel législateur, l'Office est considéré comme une Centrale des Unions de Coopératives, et a une existence temporairement limitée au moment où la création des Unions dans tous les départements, permettra de les grouper toutes autour d'une Centrale des Unions des Coopératives.

Dans sa quatrième partie, la loi prévoit des multiples facilités et avantages accordés aux sociétés coopératives, tels que : réduction d'impôts, exemption des actes de constitution et des actions en justice de la taxe du timbre et de l'enregistrement, exemption de tout affranchissement de la correspondance des sociétés coopératives entre elles, et avec l'Office National de la Coopération Roumaine.

Les coopératives seront préférées pour les entreprises et les fournitures des institutions publiques, même si leurs offres dépassent de 5 % celles de leurs concurrents.

Enfin l'article 161 prévoit la liquidation de la Centrale

des Coopératives et de la Centrale des Banques Populaires, et charge la Banque Centrale Coopérative des opérations de cette liquidation. La Banque prendra même en charge tout l'actif et le passif résultant du bilan clôturé le 31 décembre 1928.

C'est certain que la loi pour l'organisation de la coopération est le produit de très profondes études sur les besoins du mouvement coopératif roumain. Il nous semble pourtant que dans l'économie générale de la loi, la création des Unions des Coopératives a peut-être quelque chose de superflu.

Nous nous demandons, et nous sommes parfaitement d'accord avec M. Romulus Dan (10), pourquoi fallait-il des Unions de contrôle, quand le contrôle peut être bien exercé par les censeurs des sociétés coopératives, quand les attributions de ces Unions de diriger et propager le mouvement coopératif sont les mêmes que la loi met en charge de l'Office National de la Coopération Roumaine ?

Et nous devons remarquer que l'organisation des Unions coûte beaucoup et nécessite un personnel assez nombreux.

Il faut pourtant reconnaître que la loi apporte des modifications heureuses pour le développement du mouvement coopératif roumain et quoi qu'il en soit, cette loi représente un effort plus accentué que l'ancien Code de la Coopération, vers l'autonomie. Comme l'avait dit même

(10) Séance de la Chambre des Députés, du 16 mars 1929.

M. J.-G. Duca, l'un des auteurs du Code de la Coopération, la nouvelle loi est un pas de plus vers l'autonomie de la coopération roumaine.

Ne serait même aucun autre que celui-ci le mérite, la loi pour l'organisation de la coopération justifie suffisamment son existence.

DEUXIÈME PARTIE

Le développement de la Coopération en Roumanie

Considérations Générales

Avant d'entrer dans l'étude du mouvement coopératif roumain, il nous faut dégager quelques caractères généraux qui feront mieux comprendre l'évolution et la situation actuelle de la coopération roumaine.

La Roumanie est après la Russie, en Europe, l'un des pays qui, tant par la disposition de la terre que par l'occupation de ses habitants, présente un caractère nettement agricole.

Après la grande réforme agraire, il y avait :

3.612.745 petits propriétaires qui détiennent 8.364.749 hectares de terre arable ;

198.051 moyens propriétaires qui détiennent 3.784.125 hectares de terre arable ;

3.168 grands propriétaires qui détiennent 1.357.046 hectares de terre arable.

La terre arable représente 41,6 % de la superficie totale du pays.

La population de la Roumanie habite dans une proportion de 80 % la campagne, et l'immense majorité des habitants est formée par des agriculteurs. L'agriculture reste encore la plus importante source de richesses de la Roumanie, nonobstant la présence d'autres richesses naturelles, qui, à défaut de capital, sont encore assez peu exploitées.

C'est donc explicable pourquoi la coopération roumaine en se manifestant dans le domaine économique du pays, présente un caractère agricole très accentué, « fait assez rare, car généralement la coopération est un mouvement urbain » (1), et pourquoi les autres formes de coopératives en dehors de celles agricoles, ont rencontré dans leur chemin des grandes difficultés.

Le mouvement coopératif roumain comme on le verra, est parti de bas en haut : il s'est étendu des classes inférieures aux classes supérieures.

Les premières tentatives des coopératives n'ont abouti à aucun résultat durable (2). Les essais faits par quelques idéalistes étaient loin d'avoir l'encouragement de l'officialité ; d'autant plus est-il intéressant de remarquer que si

(1) Ch. Gide, La coopération à l'Etranger, Paris 1925-1926, p. 123.

(2) L. Colesco, Bulletin mensuel des Institutions Economiques et Sociales de l'Institut International d'Agriculture de Rome, 1901, n° 1, p. 203.

le mouvement a réussi, il est sorti des besoins de la masse paysanne, il est donc son œuvre exclusive.

Mais ce qu'il y a de tout spécial, ce sont les relations qui existent entre les sociétés coopératives roumaines et l'Etat.

C'est le caractère éminemment étatiste du mouvement coopératif roumain qui a donné lieu à beaucoup de critiques.

Cette question a été l'objet de vives discussions non seulement parmi les coopérateurs roumains, mais les dirigeants du mouvement coopératif mondial s'en sont assez souvent préoccupé.

A peine le mouvement coopératif avait-il quelques années d'activité, que le gouvernement roumain, comprenant l'importance de la coopération pour l'économie nationale, fit voter en 1903 une première loi sur les sociétés coopératives.

Depuis, il faut souligner que les milieux officiels se sont perpétuellement occupé du mouvement coopératif, en apportant de très nombreuses modifications à son régime juridique.

Dès le commencement, la loi de 1903 imprime aux sociétés coopératives existantes — les banques populaires — un caractère presque officiel, et crée des relations avec l'Etat qui pour de vrai ont été qualifiées comme établissant la tutelle administrative des sociétés coopératives roumaines.

C'est comme M. Ch. Gide le dit : « La coopération y est devenue une branche de l'administration publique » (3).

Le caractère étatiste de la coopération roumaine résulte tant des cadres officiels dans lesquels elle est placée, que de l'aide financière que l'Etat accorde aux sociétés coopératives. Et c'est de cette cause surtout, qu'on a constitué le principal grief contre l'organisation de la coopération en Roumanie.

Toutes les critiques qu'on apporte aujourd'hui au mouvement coopératif roumain se résument dans l'idée que, l'intervention de l'Etat a faussé le mouvement coopératif, en créant un mouvement artificiel animé d'aspirations qui sont loin d'être en concordance avec les sains principes de la coopération.

Mais si aujourd'hui on arrive à cette conclusion, il ne faut pas oublier qu'on reconnaît l'opportunité et l'utilité de l'intervention officielle, pour le passé. Etant donné les mauvaises conditions dans lesquelles les paysans se trouvaient, on admet que c'était un devoir élémentaire pour l'Etat de suppléer à l'insuffisance des initiatives isolées et d'organiser et aider un mouvement, qui par ses multiples manifestations, poursuit le relèvement économique et le développement de la solidarité sociale de toute la population.

La tutelle administrative a été une nécessité, car le paysan roumain, dépourvu de terre et d'avoir, n'offrait

(3) La coopération dans les pays latins, Paris 1926-1927, p. 208.

aucune garantie solide pour le crédit, qui était le plus important problème du moment, et l'action ferme de l'Etat a réussi à arrêter la spéculation des usuriers. C'est d'ailleurs la conclusion de l'éminent chef de la coopération française, M. Charles Gide : « Je ne reprocherai pas au gouvernement roumain d'avoir fait ce qu'il a fait. Il a vu que la population roumaine n'était pas mûre pour une organisation coopérative spontanée » (4).

Toute autre est pourtant la situation d'aujourd'hui, les circonstances ayant beaucoup changé.

Les réformes agraires ont beaucoup amélioré les conditions économiques des paysans. Le mouvement coopératif a pris un développement remarquable, et on constate que « la tutelle a presque supprimé la force de l'initiative propre, en la transformant dans une force passive, incapable de s'adapter par elle-même aux nouvelles conditions créées par la grande guerre » (5).

Aujourd'hui l'Etat a bien le devoir de réglementer un mouvement d'une telle importance, qui tend au relèvement des conditions de vie de la société, mais son devoir est de rester là, de se borner à ce rôle d'impulsion. C'est l'autonomie de la coopération qui de tous les côtés est demandée en Roumanie. « Avant tout, l'Etat doit respecter l'autonomie des organisations coopératives » (6).

(4) Op. cit., p. 217.

(5) Dr. A. G. Galan, *Le rôle et la situation de la coopération en Roumanie*, Buc. 1927, p. 8.

(6) V. Madgearo et Gr. Mladenatz, op. cit., p. 31.

C'est l'opinion unanime des coopérateurs roumains, et nous avons vu que la nouvelle loi pour l'organisation de la coopération de 1929, est établie sur le principe de l'autonomie du mouvement coopératif, comme l'écho de toutes ces critiques.

Quant à nous, nous concluerons après avoir montré quels ont été les résultats enregistrés par la coopération roumaine.

Une dernière remarque à faire est que le mouvement coopératif roumain est resté en dehors de l'influence politique.

La meilleure preuve c'est que des personnalités marquantes appartenant à tous les partis politiques ont depuis longtemps collaboré pour le progrès du mouvement coopératif. C'est une constatation fort intéressante pour la Roumanie qui, pays jeune, souffre d'une trop grande immixtion de la politique dans tout son organisme économique.

En ce sens, sont significatives les résolutions des Congrès des Coopératives tenus à Galatzi en 1926, et à Craïova en 1927, qui proclament « la nécessité que tout le mouvement coopératif — *en continuant la tradition* — observe une parfaite neutralité en face des luttes politiques » (7).

Après avoir vu quelles ont été les dispositions législatives qui ont été prises pour l'encouragement du mouvement coopératif, nous allons entamer l'étude pratique,

(7) Conf. Dr. A. G. Galan, op. cit., p. 8.

pour ainsi dire, des différentes formes sous lesquelles il se manifeste en Roumanie.

On sait que depuis l'année 1919, le mouvement coopératif roumain s'est développé dans le cadre des trois Centrales, créées par cette loi.

Aussi, pour faciliter notre tâche et montrer quels ont été les résultats de cette organisation particulière, nous étudierons les sociétés coopératives en les divisant en trois grandes catégories : banques populaires, associations agricoles, et coopératives de consommation et de production, conformément à l'organisation même des Centrales.

CHAPITRE PREMIER

LES BANQUES POPULAIRES

Comme en Russie et généralement chez les Slaves, on rencontre en Roumanie dans des temps assez éloignés des institutions qui, par leurs caractères, touchent l'idée coopérative.

On peut trouver ainsi un genre de coopération « inconsciente » (1) qui, ayant les caractères généraux de la coopération moderne, est le véritable produit de la coutume.

On cite ainsi l'affermage d'une terre par tous les paysans d'un village, chaque paysan travaillant une parcelle de la terre, et la répartition des bénéfices se faisant proportionnellement au travail fourni.

C'est à peu près le genre des associations d'affermage de la terre, d'aujourd'hui. Une telle association existe dès l'année 1865 chez les habitants de la commune de Venători-Neamtului, qui ont affermé la terre de l'Etat, Venători-Neamtului, pour une période de cinq ans.

Quoiqu'on trouve de telles institutions de forme collective, le paysan roumain n'est pas moins individua-

(1) J. G. Duca, op. cit., p. 125.

liste que le paysan français, et cela constitue un obstacle pour le développement de la coopération.

C'est vers l'année 1864 qu'un distingué économiste, P. S. Aurelian, essaya de jeter les bases de la coopération en Roumanie, au moment où l'Occident européen était ardemment occupé de problèmes ouvriers, et affirmait avec éclat l'esprit d'association comme le meilleur moyen d'assurer à la classe ouvrière un meilleur sort. La preuve que c'est par imitation des pays occidentaux qu'on voulait créer le mouvement, c'est qu'il s'adresse aux ouvriers et artisans des villes, quoique de ce temps il n'existait guère un prolétariat ouvrier dans les villes, et une question ouvrière ne se posait pas en Roumanie.

Ainsi, l'action d'Aurelian a comme résultats, la constitution de la société de crédit et d'épargne « *Economia* » fondée en 1870 à Bucarest, et la coopérative de consommation « *Concordia* », créée en 1873 également à Bucarest.

Les deux sociétés coopératives fonctionnaient en vertu des statuts élaborés sur des véritables principes coopératives.

A cette action se joint un idéaliste, D. C. Butculesco, qui fonde le journal « *Le Coopérateur* » et réussit la constitution de quelques sociétés coopératives dans des différentes villes du pays.

Faute de l'adaptation du mouvement aux mœurs du pays, les résultats de cette action furent décevants.

Si une telle période critique, appelée « fièvre coopéra-

tiste » a été rencontrée dans beaucoup de pays, aux commencements de la coopération, il n'est pourtant pas moins vrai que la véritable raison de cet échec c'est que les formes sous lesquelles la coopération s'est manifestée en Roumanie ne s'adaptaient pas aux besoins du pays.

Après l'échec des premières coopératives, on s'est rendu compte que pour réussir, il fallait commencer non seulement par la création de coopératives nécessitées par les besoins immédiats du pays, mais qu'il fallait aussi s'adresser à l'individu dans sa qualité de producteur, et non de consommateur (2), pour faire pénétrer l'idée et assurer son développement.

Les premiers essais ne furent pourtant pas absolument vains car, comme on l'a déjà remarqué plus haut, ils ont le mérite d'avoir relevé au public l'idée de la coopération.

D'ailleurs beaucoup étaient les raisons pour lesquelles un mouvement coopératif spontané devait surgir en Roumanie.

La population paysanne souffrait beaucoup à cause du manque d'une institution populaire de crédit à bon compte. Tous les essais faits avec les caisses de crédit agricole pour la petite propriété, ont eu des échecs retentissants, et les paysans étaient à la discrétion des usuriers, qui leur prenaient d'habitude un taux de 300-500 pour 100.

Les conditions misères de vie des paysans ainsi que

(2) Albert Aftalion, Les fondements du socialisme, Paris 1923, p. 5.

leur inculture, permettaient l'existence d'une spoliation de la part des boyards, grands propriétaires des terres, et de la part des fermiers surtout, et on trouvait beaucoup de paysans qui ayant emprunté des sommes d'argent du fermier, engageaient leur travail pour plusieurs années, étant de la sorte à leur merci.

Heureusement, vers la fin du XIX^e siècle, le mouvement des sociétés de crédit parti de l'Allemagne eut un faible écho en Roumanie qui, se trouvant dans la sphère d'influence de l'économie allemande, a commencé l'organisation des institutions populaires de crédit après le modèle des caisses Raiffeisen et Schultze-Delitsch.

C'est en 1891 que la première banque populaire fut fondée à Urziceni (dép. Ialomitza), avec 85 membres et un capital initial de 107 lei.

Mais cette banque fondée en majorité par des négociants était organisée sur des principes capitalistes et a eu une existence très courte.

C'est alors qu'enflammés par l'idée de pouvoir sortir la population rurale de la misère matérielle et morale dans laquelle elle traînait, quelques instituteurs et prêtres de la campagne commencèrent une action passionnée qui aboutit à la création de quelques banques populaires, organisées d'après des principes coopératistes.

Ainsi dans l'année 1893 se fondent les banques *Malul de Rasuna* dans la commune de Bezdead, *Fratzia* dans la commune de Voinesti, et *Tzaranul* dans la commune de

Serbanesti-Poduri, toutes dans le département de Dâmbovitza, ainsi que *Caraiman* dans la commune Breaza de Sus, département de Prahova. Mais cette action rencontre beaucoup de difficultés dans son chemin.

D'une part, on sait que le mouvement coopératif nécessite un terrain spécial, un milieu, dans lequel l'esprit de solidarité qui est à sa base soit assez développé.

L'état arriéré de l'éducation sociale et économique des paysans roumains contribua de créer une méfiance dans leur esprit simpliste, à l'égard de toute nouvelle doctrine économique ou sociale.

D'autre part, la coopération de crédit avait des ennemis directs, les usuriers, qui se voyant chassés de la campagne, s'opposaient par tous les moyens au développement du mouvement, et même les maires des villages — qui, pour la plupart, étaient les associés des usuriers — ont cherché par leur autorité de lui mettre des obstacles à son développement.

La création des quelques banques populaires isolées n'a pas eu d'ailleurs l'aide des milieux officiels ; quelque chose de plus, cette initiative a été regardée comme un mouvement révolutionnaire et en conséquence, persécutée par les organes administratifs.

Néanmoins, les propagateurs de la coopération ne se découragèrent point, et durant l'année 1896, deux nouvelles banques populaires se sont créées : une dans le département de Prahova, et l'autre dans celui de Ramnicu-Sarat.

Pendant les années suivantes, des nouvelles banques populaires surgissent tandis que l'activité bienfaisante des anciennes commence à se montrer.

C'est à ce moment, en 1898, que l'esprit large du Ministre Spiru Haret, appréciant l'importance de la coopération, lui permet de prendre des mesures pour faciliter la propagande de la nouvelle doctrine.

Cet encouragement officiel a eu des résultats surprenants. Du 1^{er} avril au 1^{er} décembre 1901, il fut fondé 168 banques populaires et à la fin de l'année 1902, on trouve 700 banques populaires avec 59.618 membres et un capital de 4 millions lei.

Le nombre des souscriptions et les dépôts augmentèrent en proportion, et on avait l'occasion de voir une chose très rare : le paysan roumain, prenant l'argent caché quelque part et le porter à la banque populaire. C'était parmi les propagateurs de l'idée un enthousiasme qui permettait d'entrevoir le jour où le paysan, débarrassé de son ennemi l'usurier, pourrait emprunter à bon compte et augmenter sa production, s'assurant ainsi un meilleur avenir.

C'est en face de cette situation qu'il était du devoir de l'Etat d'intervenir.

Il fallait favoriser la création de nouvelles banques et les aider, puis exercer un contrôle sérieux pour éviter les abus et les fraudes. C'est de cette double préoccupation qu'est née, le 28 mars 1903, la première loi sur les banques

populaires paysannes, et on a vu dans la première partie de notre étude, les mesures par lesquelles l'Etat pensait atteindre ces buts.

La Caisse Centrale des banques populaires, créée par cette loi auprès du Ministère des Finances, a été confiée à M. J. G. Duca qui déploie une activité très laborieuse, grâce à laquelle le mouvement coopératif de crédit fait des grands progrès d'une année à l'autre.

Ainsi, on trouve au 1^{er} juillet 1904, 1.422 banques populaires avec un capital souscrit de 10.086.020,64 lei et un capital versé de 6.850.976,81 lei.

A la fin de 1905, il y avait 1.849 banques populaires avec 198.411 membres et ayant un capital versé de lei 12.665.824,91.

En 1908, les banques populaires commencent à se grouper dans des fédérales régionales.

Si les banques populaires rurales comportent dans une certaine mesure l'esprit coopératif, on ne pourrait guère attribuer aux banques populaires qui se sont fondées dans les villes le même caractère.

Les quelques banques populaires créées dans les villes gardent plutôt un caractère commercial, et son pour la plupart des sociétés par actions qui procurent du crédit à leurs membres.

Avec leur capital social, elles créent des sociétés coopératives de consommation, dans le but de réaliser des bénéfices.

Ainsi, la société *Cooperativa*, fondée en 1899, à Barlad (département Tutova), a pour but, d'après ses statuts mêmes, de faire des achats et ventes d'immeubles et des prêts sur hypothèque, pour réaliser de gros bénéfices.

C'est à partir de l'année 1909 qu'après le vote de la loi qui crée des coopératives urbaines de crédit, des sociétés de crédit furent constituées par les ouvriers et artisans, grâce aux avantages que la loi conférait à ce genre de coopératives.

Mais ce mouvement a été loin d'égaliser celui des coopératives rurales de crédit qui font des progrès continus.

A la fin de l'année 1918, il y avait en Roumanie (ancien Royaume), 2.966 banques populaires avec 630.738 membres, 186 millions de lei capital versé, 60 millions de lei dépôts et 18 millions de lei réserves (3).

On pouvait donc affirmer que le développement du mouvement coopératif de crédit en Roumanie pourrait servir d'exemple dans l'histoire du mouvement mondial coopératif de crédit.

Tout au moins au point de vue numérique, le développement accuse des chiffres fort importants ; quant à la question de savoir combien tous ces chiffres sont réels, nous aurons l'occasion d'en revenir plus loin.

Pendant la guerre, le nombre des banques populaires ne s'est pas accru dans la même proportion qu'avant,

(3) Le mouvement coopératif de production et de consommation en Roumanie, Centrale de Bucarest 1925, p. 12.

mais le mouvement n'a pas regressé : on peut le voir des suivants chiffres :

	1913	1918
Sociétés coopératives :	2.901	2.965
Nombre des associés :	583.632	641.359

Nous savons que c'est à la fin de l'année 1918 qu'une nouvelle loi sur la coopération intervient, dans le but de donner une impulsion au mouvement coopératif qui s'était ralenti pendant la guerre, et il paraît que ce but a été atteint, car à la fin de 1920 on comptait 3.194 banques populaires, avec 702.864 membres, 301.850.404 lei capital versé et 22.709.226 lei réserves.

Et notons qu'à ces chiffres il faut ajouter ceux des nouvelles provinces, qui à ce moment avaient leurs organisations coopératives indépendantes de crédit.

Ce n'est qu'après l'année 1923 qu'on réalise l'unification du mouvement coopératif de toute la Roumanie, et c'est à partir de ce moment que les statistiques comprennent les sociétés coopératives des nouvelles provinces.

Pour voir quelle est la situation actuelle, et pour saisir la rapidité avec laquelle les sociétés coopératives de crédit ont accru leur nombre, nous montrerons dans un tableau comparatif (4), la situation des banques populaires dès leur création jusqu'au 31 décembre 1927.

(4) Annuaire des banques populaires et de leurs fédérales, Bucarest 1929, p. 347.

	Nombre des banques populaires	Nombre des membres	Capital social	Dépôts	Prêts accordés	Total du bilan
4	1.625	121.786	6.850.976	2.431.112		10.168.811
8	2.410	346.707	37.851.898	6.416.892	51.307.523	58.670.708
3	2.901	583.632	107.142.203	18.390.590	149.247.549	170.790.003
8	2.965	641.359	186.438.528	62.046.424	137.884.519	325.265.138
9	3.114	678.061	243.863.256	100.284.386	250.169.276	482.217.716
0	3.194	702.864	301.850.404	155.377.528	386.875.278	646.304.101
1	3.211	705.150	348.062.894	213.883.403	572.847.255	813.459.882
2	3.213	717.507	398.974.921	306.098.683	817.975.765	1.064.029.394
3	3.747	825.879	478.915.265	430.476.732	1.184.065.557	1.507.952.912
4	3.956	847.217	584.034.833	498.380.301	1.535.557.167	1.894.469.321
5	4.207	886.844	745.356.714	591.280.976	2.173.885.908	2.709.844.978
6	4.413	915.388	971.744.812	754.119.324	2.891.986.422	3.608.670.423
7	4.766	952.997	1.265.465.317	964.849.080	3.537.336.477	4.414.494.398

Il ressort donc que le nombre des banques populaires était à la fin de 1927 de 4.766, ce qui rapporté au nombre des communes urbaines et rurales de la Roumanie, qui d'après la loi administrative du 13 juin 1925 est en total de 8.879, nous permet de dire qu'on trouve une banque populaire à deux communes au moins. Et celà, en tenant compte du fait que la coopération de crédit est peu développée en Transylvanie tandis que dans l'ancien Royaume et en Bessarabie, on trouve presque dans chaque commune

rurale une banque populaire, et dans beaucoup, même deux banques.

Le nombre des membres est de 952.997, c'est-à-dire 952.997 familles. Cela représente à peu près 4 millions et demi de coopérateurs, membres associés des différentes banques populaires ; à une population totale de 17 millions d'habitants, c'est une proportion assez élevée. Si on compare le nombre des membres à celui de la population rurale de l'ancien Royaume et de la Bessarabie qui est environ de 7 millions, on déduit que la proportion des membres des banques populaires est environ de 60 % du total de la population rurale, situation remarquable.

La participation des différentes catégories de la population au mouvement coopératif de crédit a été :

	1913		1927	
Paysans	530.460	donc 90,9 %	818.091	donc 85,8 %
Prêtres et Insti-				
tuteurs	8.914	» 1,5 %	15.451	» 1,7 %
Propriétaires ..	4.724	» 0,8 %	15.832	» 1,7 %
Artisans et Tra-				
vailleurs	14.956	» 2,5 %	49.051	» 5,2 %
Commerçants .	10.382	» 1,8 %	21.722	» 2,2 %
Fonctionnaires .	14.196	» 2,5 %	32.850	» 3,4 %

On constate une seule différence appréciable : c'est la proportion des artisans et travailleurs qui, de 2,5 % en 1913, monte à 5,2 % en 1927. Cela s'explique par l'existen-

ce des banques populaires urbaines de Transylvanie, composées en majorité par des artisans et travailleurs. Le nombre des agriculteurs paysans prédomine toujours dans une forte proportion, parce que les banques populaires ont leur principale activité à la campagne.

D'après le nombre des membres, les banques populaires se classent ainsi :

987	banques populaires avec associés jusqu'à	100
1.785	— — — — —	de 100-200
988	— — — — —	200-300
644	— — — — —	300-500
172	— — — — —	500-1.000
21	— — — — —	au-dessus de 1.000

En moyenne revient pour chaque banque populaire un nombre de 209 membres, ce qui est encore remarquable, vu que presque toutes les banques populaires ont leur rayon d'activité limité à une seule commune.

Du tableau suivant on tire la constatation d'une prédominance des sociétés coopératives avec un capital versé réduit :

2.847	banques avec un capital jusqu'à	200.000 lei
1.184	— — — — —	de 200.001- 500.000 »
369	— — — — —	500.001-1.000.000 »
138	— — — — —	1.000.001-2.000.000 »
57	— — — — —	2.000.001-5.000.000 »
2	— — — — —	au-dessus de 5.000.001 »

Au 31 décembre 1927, le capital versé dans les banques populaires était de 1.235.465.317,16 lei ; la moyenne du capital de chaque banque populaire revient à 275-285.000 lei, et celle de chaque associé à 1.314 lei.

Mais en ce qui concerne l'apport des associés, il faut le connaître en proportion du volume des sommes souscrites, et par rapport au nombre des membres.

On trouve à la fin de l'année 1928 la situation suivante :

Nombre des membres	Capital social	Capital social versé en lei
456.620	jusqu'à 500 lei	112.583.408,82
263.587	de 501-1.000 »	186.378.687,06
226.423	de 1.001-5.000 »	487.491.254,70
67.340	au-dessus de 5.001 »	783.719.006,96
1.013.970		1.570.172.357,54

Donc, 15 % du total des membres, qui ont des mises sociales supérieures à 5.000 lei, détiennent environ 50 % du total du capital, tandis que 45,4 % du nombre total des membres avec des petites mises sociales jusqu'à 500 lei, détiennent à peine 13,8 % du total du capital.

Ces chiffres nous montrent que l'immense majorité des membres associés n'ont que des mises sociales infimes, les premiers versements faits au commencement, ayant en vue un emprunt possible « ainsi qu'on ne peut pas sérieu-

sement parler d'une coopératisation de notre population rurale, comme on pourrait déduire des statistiques » (5).

Pour voir quels ont été les moyens financiers des sociétés coopératives de crédit, on comparera les dates du tableau suivant :

	1913		1927	
Valeur moyenne d'une part sociale	183 lei	1.327 lei papier = ca.	33,20 lei or	
Valeur des fonds propres revenant pour un associé	198 »	1.623	—	40,60 »
Valeur des fonds empruntés reve- nant pour un as- socié	51 »	2.229	—	55,70 »
Valeur totale d'ex- ploitation pour un associé	249 »	3.852	—	96,30 »

En tenant compte non seulement de l'indice du coût de la vie mais aussi de la dépréciation de la monnaie nationale et des nouvelles charges que la coopération s'est assumée après la guerre, il ressort que la puissance financière des sociétés coopératives de crédit est de beaucoup moindre à celle d'avant-guerre.

(5) V. Madgearo et Gr. Mladenatz, op. cit., p. 9.

En dehors du capital versé par les membres et des réserves accumulées qui, à la fin de 1927, représentaient la somme de lei 111.563.247, les banques populaires ont employé dans leurs opérations les dépôts à fructification et les emprunts contractés aux fédérales et à la Centrale des banques populaires.

Ainsi les dépôts sont en somme de 964.849.080, et leur structure, d'après le volume des dépôts individuels, est la suivante :

72.520	déposants avec des dépôts de 1-	100 lei	5.636.307
163.513	—	—	101- 1.000 » 99.504.302
86.270	—	—	1.001- 5.000 » 248.680.705
26.301	—	—	5.001-10.000 » 204.650.010
9.752	—	—	10.001-20.000 » 165.030.560
8.764	—	au-dessus de 20.001	» 241.347.196

367.120 » avec un total de dépôts de Lei 964.849.080

Ce chiffre est assez important, en comparaison avec ceux des années précédentes, mais il faut remarquer qu'une des causes principales pour lesquelles les dépôts ne constituent pas aujourd'hui la principale ressource financière des sociétés coopératives, c'est que nos banques populaires, payant d'habitude un intérêt moindre à celui payé par les banques commerciales, ont fait que les paysans apportent de préférence leurs économies aux banques particulières qui dernièrement ont commencé à fonder des succursales dans les communes rurales.

C'est pourquoi on trouve le chiffre des engagements des coopératives de crédit auprès de la Centrale et des fédérales, de 1.159.597.677 lei, supérieur donc à celui des dépôts.

Dans les banques populaires roumaines, comme d'ailleurs dans celles des autres pays, la principale opération consiste d'employer les fonds, pour subvenir aux besoins des sociétaires en première ligne, en leur accordant des prêts. Il faut remarquer que les prêts sont accordés aux sociétaires à un taux maximum de 10 % et aux non-sociétaires à un taux maximum de 12 %. Ainsi les banques populaires ont accordé pendant l'année 1928 (6) des prêts en valeur totale de 4.379.273.178,41 lei, comme suit :

aux sociétaires	4.121.125.031,23 lei
aux non-sociétaires	258.148.147,18 »

Total lei 4.379.273.178,41

Selon le mode des prêts, on avait cette classification :

Prêts sur lettres de change ..	2.127.306.377,57 lei
Prêts sur garantie personnelle	1.169.493.551,04 »
Prêts sur gages	807.880.340,11 »
Prêts sur hypothèque	274.592.909,69 »

Total 4.379.273.178,41 »

(6) Statistique des banques populaires pour 1928 (sous presse).

On remarque que les prêts sur lettres de change tiennent la première place et cela s'explique par le fait que celles-ci nécessitent des timbres de moindre valeur, et sont un document plus facile, ayant en vue l'augmentation du nombre des lettrés.

Selon le but, on avait accordé pour :

Aliments et fourrages	14 %
Achat de bétail et instruments agricoles	35 %
Affermage des terres	16,5 %
Achat des terres	13,5 %
Divers buts	21 %

La valeur des prêts immobiliers est assez grande, surtout à cause de la manque d'une institution pour le crédit foncier de la petite propriété.

Les banques populaires ont acquis en 1906 le droit de s'unir entre elles et de constituer des fédérales ; généralement elles se sont constitué par district à partir de l'année 1908, pour assurer la distribution des crédits et faciliter les opérations des banques populaires. Aux banques fédérales se joignent un petit nombre d'autres coopératives étrangères à celles de crédit.

Le tableau suivant démontrera le développement des banques fédérales :

Années	Nombre des banques fédérales	Nombre des banques fédérées	Capital social	Effets et comptes courants	Prêts accordés	Total du bilan
1908	2	20	37.060	56.828	106.767	328.866
1910	4	65	175.152	170.213	156.077	620.215
1912	8	211	586.279	2.580.613	3.830.188	4.758.615
1914	18	431	1.093.385	4.547.571	5.747.160	7.861.917
1918	45	1.984	11.078.260	32.865.580	29.284.191	120.306.834
1919	45	2.640	14.418.739	55.499.408	68.375.100	197.771.834
1920	46	2.861	15.061.480	78.675.871	84.841.562	272.841.881
1921	45	2.919	18.922.018	137.565.394	118.737.966	396.044.836
1922	42	2.972	21.189.892	165.975.137	193.316.228	392.536.204
1923	53	3.334	27.716.045	381.038.056	349.956.443	558.527.452
1924	57	3.685	35.648.159	459.074.168	484.578.720	667.368.406
1925	59	3.870	48.549.346	844.674.913	904.181.213	1.107.657.890
1926	59	4.143	58.577.686	1.076.628.244	1.152.769.882	1.349.175.158
1927	56	4.220	75.177.071	1.091.363.398	1.223.812.521	1.404.148.682

Au 31 décembre 1927 fonctionnaient donc 56 fédérales, desquelles 10 activent dans des régions plus petites qu'un département ; 6 en Transylvanie et 1 en Bucovine activent dans des régions plus grandes qu'un département.

Il ressort du tableau que le nombre des fédérales et celui des banques populaires fédérées a augmenté continuellement, ce qui prouve un développement constant du mouvement.

La situation financière des 56 fédérales à la même date était :

Capital versé par les sociétés fédérées, lei	75.177.071,73
Fonds de réserve	» 14.303.199,75
Dépôts en banque	» 46.766.841,85
Emprunts contractés	» 1.091.363.398,97
Fond culturel	» 3.754.955,42
Divers comptes et fonds	» 157.413.732,64
Profit net	» 15.369.482,04

Total du bilan » 1.404.148.682,40

Il faut mentionner que les engagements contractés par les fédérales ont comme garantie la responsabilité solidaire et illimitée des sociétés fédérées.

Toute l'activité des banques populaires a été centralisée à la Caisse Centrale des banques populaires, qui a ouvert des comptes courants débiteurs aux fédérales et aux banques populaires s'élevant à 1.206.023,05 lei, et a accordé des emprunts hypothécaires pour lei 236.796.621,95. Il ressort de son bilan que ses fonds de réserves sont de lei 111.882.990.

Si les comptes courants et les prêts accusent des petits chiffres, c'est parce que la Centrale des banques populaires ne disposait que d'une somme de 25 millions lei papier. Comme avant la guerre son capital a été de 20 millions or, la Centrale était maintenant en impossibilité de faire des opérations d'une plus grande envergure, et

c'est seulement par la récente loi pour l'organisation de la coopération que son capital a été agrandi à 1 milliard lei.

En outre, son organisation comme banque centrale a été défectueuse et c'est encore dernièrement qu'elle a reçu une autre organisation, conforme à son rôle d'institut de crédit pour tout le mouvement coopératif roumain.

Il faut d'ailleurs reconnaître que sous l'impulsion de l'ancienne Centrale des banques populaires, le nombre des sociétés coopératives a augmenté continuellement, et que son activité dans la limite des moyens a été des plus laborieuses, le nombre des coopérateurs et les capitaux s'étant accrus.

Et maintenant, revenons aux banques populaires, et voyons dans quelle mesure les critiques qu'on leur a apportées, sont réelles.

On dit que d'après leur constitution les coopératives roumaines de crédit « ne relèvent pas de ce qu'on appelle le type Raiffeisen » (7) qui est considéré comme le type pur d'une société coopérative.

Et on constate en effet que si le type Raiffeisen est celui des sociétés qui s'interdisent tout bénéfice et ne donnent pas d'intérêt au capital, les banques populaires roumaines partagent les bénéfices aux sociétaires au prorata de leurs actions et payent un certain intérêt aux actionnaires.

(7) Ch. Gide, *La coopération dans les pays latins*, Paris 1927, p. 221.

Le type Raiffeisen réclame une responsabilité solidaire et illimitée des membres ; or, nous avons vu que la loi même admet l'existence de sociétés basées sur la responsabilité limitée des membres.

Il ne faut pas croire que celui-ci est le caractère de toutes les banques populaires roumaines, car il y a aussi un bon nombre parmi qui fonctionnent en vertu du principe de la responsabilité solidaire et illimitée ; néanmoins leur nombre est moindre à celui des autres, ainsi qu'on peut dire que de ces deux points de vue, les banques populaires se distinguent du type Raiffeisen.

Elles ont pourtant aussi des ressemblances avec ce type de coopératives ; ainsi : la limitation du capital social des sociétaires, leur objet — qui est le crédit rural pour la production — et la gratuité des fonctions d'administration — excepté pour le caissier et le comptable — rappellent les principes généraux de la coopération de crédit du type Raiffeisen.

Les banques populaires roumaines comme celles d'Italie diffèrent aussi des banques Schulze-Delitzsch, essentiellement par le fait qu'elles consentent ordinairement des prêts même aux non-sociétaires.

En résumant les caractères des banques populaires roumaines, on trouve que :

a) le nombre des membres et le capital social de la banque est illimité ;

b) l'apport social des membres est limité à 5.000 lei ;

c) leur responsabilité est limitée à une ou plusieurs fois le capital souscrit ;

d) le dividende est limité ;

e) l'activité territoriale est limitée à une ou deux communes de plus.

On peut donc affirmer que le plus grand nombre des banques populaires roumaines fait partie d'un type intermédiaire entre les types Raiffeisen et Schultze-Delitzsch.

Les banques populaires roumaines étant mises exclusivement au service de la population rurale revêtent un caractère éminemment agricole. Leur développement numérique, l'augmentation de leur puissance financière et l'emploi de leurs capitaux, nous montrent qu'elles ont la capacité nécessaire pour faciliter et stimuler la production du pays.

Voici quelques exemples éloquentes :

La banque populaire de la commune Novaci (départ. Gorj), fondée en 1905 avec un capital de lei 4.200, possède aujourd'hui un capital de 2.900.000 lei, des dépôts en banque pour 2.700.000 lei, et un fond de réserve s'élevant à 30 millions lei ; elle a distribué des terres aux paysans et possède une organisation modèle de société coopérative de crédit.

Un autre exemple, c'est la banque populaire de la commune Breaza (départ. Prahova) une des plus anciennes, qui possède aujourd'hui 15 millions lei, capital et dépôts.

Si le professeur Gide nous dit qu'elles peuvent justi-

fier leur titre de coopératives « en ceci seulement, qu'elles font fructifier l'épargne populaire... et qu'elles aident les autres formes de la coopération, en leur faisant des avances » (8), nous devons remarquer que pour la Roumanie, les banques populaires ont joué un grand rôle : elles ont réussi à supprimer l'usure à la campagne, et ont faibli considérablement la sévérité des engagements des ouvriers agricoles, car le paysan, pouvant faire des emprunts à la banque populaire, n'avait plus le besoin d'engager pendant l'hiver son travail, ayant ainsi la liberté d'en disposer à son gré durant l'été (9).

La valeur des banques populaires roumaines consiste non seulement dans les grands avantages matériels qu'elles procurent à leurs membres, mais aussi dans la propagation de l'esprit de solidarité de la coopération, et des sains principes économiques en général.

C'est à tort — à notre humble avis — que la nouvelle loi pour l'organisation de la coopération, admettant des différents genres de responsabilité, n'a pas pensé à acheminer les banques populaires vers le type Raiffeisen ; elle a tenu certainement compte de l'existence des différentes banques populaires, mais la meilleure réforme aurait été l'institution du principe de la responsabilité illimitée,

(8) Op. cit., p. 223.

(9) Dr. A. G. Galan, *Le rôle et la situation de la coopération en Roumanie*, Bucarest 1927, III^e partie, p. 12.

comme essentiel pour la constitution de *nouvelles* banques populaires.

Sans doute qu'elles n'ont pas encore accompli leurs buts, mais leur activité est une garantie que dans l'avenir, avec les améliorations qui viendront d'elles-mêmes, leur succès sera définitif.

CHAPITRE II

LES ASSOCIATIONS AGRICOLES

Il ne faut pas croire que les associations agricoles de Roumanie constitueront une catégorie distincte de coopératives, ne trouvant pas de place dans les divisions classiques des sociétés coopératives. Non, la catégorie des coopératives de production pourrait très bien les comprendre, mais il y a quelque chose de spécial pour la Roumanie : l'activité des associations agricoles a été depuis longtemps centralisée, et nous sommes obligés de les étudier séparément.

Nous appuyons donc sur le fait que cette classification n'a rien de scientifique, mais elle nous permettra de faire mieux connaître dans son ensemble le mouvement coopératif roumain.

§ 1. — *Les associations d'affermage.*

On connaît déjà parmi les anciennes institutions paysannes de forme collective, un genre d'association pour l'affermage de la terre ; c'est que depuis toujours, en Roumanie, la terre manquait aux paysans ; elle était en grande partie l'apanage des grands propriétaires.

Si les banques populaires satisfaisaient les besoins de crédit des paysans, elles y laissaient subsister encore un autre besoin impérieux, celui de la terre de culture.

A quel point ce besoin se faisait sentir, quelques données sur la répartition des terres en Roumanie dans l'année 1905, nous le feront voir. (1).

	Propriétaires	Surface en hect.	°/o de la propriété rurale
Petite propriété (1/2-10 hectares)	1.015.302	3.319.695	41,66 %
Propriété moyenne (10-100 hectares).	38.699	861.419	10,81 %
Grande propriété (au-dessus de 100 hect.)	4.271	3.787.192	47,53 %

Tandis qu'en moyenne il ne revient que 3,27 hect. au petit propriétaire, le grand propriétaire a la jouissance de 908 hect., et on voit que 0,64 % de la population possédait plus de terre que les 95,40 %. Il y avait donc une répartition très anormale de la terre de culture.

Une situation exceptionnelle aggravait cette répartition des terres ; les grands propriétaires se contentaient d'affermier leurs terres à des fermiers venus pour la plu-

(1) L. Colesco, Les associations agricoles de Roumanie, Bulletin mensuel des Institutions économiques et sociales de l'Institut International d'agriculture, Rome 1910, n° 1, p. 203 et suivantes.

part de l'étranger avec le désir de faire vite fortune. Dans ces conditions, il était naturel qu'au lieu de se livrer à une culture rationnelle de la terre, ils cherchaient à exploiter tant que possible le travail des paysans.

Une réaction contre ces intermédiaires ne tarda pas à apparaître ; c'étaient les associations pour l'affermage et l'achat de la terre, qu'on appelle en Roumanie des *obschti*.

Les premières, dont nous parlons dans ce paragraphe, qui font leur apparition dans l'année 1903, se proposaient d'éloigner le fermier, et supprimer ainsi les bénéfices de l'intermédiaire, en affermant la terre directement aux grands propriétaires.

C'est sous l'impulsion et le concours matériel des banques populaires que ces associations commencent à se développer, en attirant ainsi l'attention des coopérateurs.

On comptait déjà en 1903 un nombre de 8 coopératives, qui avaient affermé une surface de 4.940 hectares.

Les premières coopératives se sont constitué d'après le droit commun. Parce qu'on traitait à la fois avec tous les paysans auxquels on affermait une terre, le propriétaire devait, en cas de litige ou de poursuite, les appeler tous ; d'une autre part, pour authentifier l'acte, les paysans devaient s'amener tous devant les tribunaux. C'étaient des grandes difficultés pour le développement des associations d'affermage, toutes ces complications de procédure.

C'est alors que la loi du 11 février 1904 permet de

faire l'authentification dans la commune même, et pour faciliter la procédure, dispose que l'association sera valablement citée, par une citation collective.

Mais à peine le mouvement commence à se développer, que quelques dirigeants des associations, en abusant de l'inexpérience des paysans, ont cherché à exploiter les circonstances à leur profit, et des critiques contre les associations d'affermage sont soulevées. On disait (2) que les associations paysannes constituent un danger permanent pour la grande propriété, car la généralisation des affermages aux associations paysannes pourrait aboutir à la substitution de la culture paysanne à la grande culture, qui plus rationnelle, produit au moins 15 % de plus, et par conséquent, la valeur de l'exportation aura à subir une forte diminution.

Mais, comme on répondait très bien « si le propriétaire préfère dépenser ses revenus à l'étranger et donner la terre à un intermédiaire, alors il n'a pas le droit de se plaindre si au lieu de l'intermédiaire ce sont les associations paysannes qui lui demandent la terre » (3).

L'intérêt que l'Etat portait à ce genre de sociétés devint plus évident après les troubles agraires de 1907, qui ont mis en lumière le grand conflit existant en Roumanie entre les petits et les grands propriétaires. L'Etat se ren-

(2) Jean Lahovary, *La Question Agraire*, Bucarest 1907, p. 36.

(3) G. Tasca, *Les nouvelles réformes agraires en Roumanie*, thèse Paris 1910, p. 83.

dit compte de l'utilité des associations d'affermage de la terre, pour l'obtention d'un équilibre entre les paysans et les grands propriétaires, alors qu'il avait déjà vu les succès des banques populaires.

En 1908, une nouvelle loi introduit tout un chapitre dans la loi de 1903 sur les banques populaires, et prévoit les détails de fonctionnement des associations d'affermage, en les attachant à la Caisse Centrale des banques populaires, qui sera l'organe de direction et de contrôle, lui servant en même temps d'institution de crédit.

On comptait à ce moment, 172 associations d'affermage avec 23.236 membres, ayant un capital de 852.162 lei, et affermant une superficie de 133.227 hectares.

Une autre loi du 10 avril 1909, dispose que les terres appartenant à l'Etat et aux personnes morales ne pourront être affermées qu'à des associations d'affermage, à moins qu'il n'eût été prouvé, après enquête, qu'il n'en pouvait être constitué. La loi prévoit comme garantie — en faveur de l'Etat — un privilège sur tout l'avoir mobilier des associés, qui seront tenus d'une responsabilité solidaire et illimitée pour toutes les obligations qui dérivent du contrat d'affermage. Nous remarquons d'ailleurs que dès les premiers contrats, on faisait les paysans solidairement responsables pour le payement du loyer.

La Centrale est en droit de nommer pour la direction de l'exploitation, un administrateur agronome qui établit un plan économique et fixe l'assolement.

Ce genre d'associations paysannes n'a d'autre semblable dans l'économie agricole mondiale, que celui connu en Italie sous le nom d'*affittanze collettive*.

Comme on le sait, les *affittanze collettive* ont été pour la plupart le résultat d'une action d'un caractère confessionnel, ou la réalisation des principes socialistes ; dans l'Italie du Nord, les exploitations de culture sont même véritablement communistes (4).

Les associations d'affermage de Roumanie n'appartiennent pas à cette catégorie appelée en Italie « à *exploitation unique* », mais elles ressemblent plutôt aux coopératives à exploitation divisée, les « *affittanze a conduzione divisa* » italiennes.

Dans les associations paysannes de Roumanie, l'individualisme est le principe ; chaque paysan cultive son lot, mais la responsabilité est solidaire et illimitée.

Le système des « *affittanze a conduzione divisa* » connaît parfois le roulement des lots, ce qui élève des critiques au point de vue des améliorations que le cultivateur devrait apporter à la culture (5). Dans les associations d'affermage roumaines, la distribution des lots a lieu toujours par voie de tirage au sort, système préférable à celui de l'Italie.

(4) Charles Gide, La coopération dans les pays latins, Paris 1926-1927, p. 107.

(5) J. Hitier, Une nouvelle application de la coopération de production en agriculture, Revue d'économie politique 1907, n° 3, p. 219.

Le caractère coopératif des associations d'affermage réside aussi dans le fait qu'il y a une réglementation collective des cultures ; l'association répartit le domaine en sections affectées à telle ou telle culture, d'après l'avis de l'administrateur agronome, et règle la rotation des cultures. Chaque sociétaire devra cultiver sa parcelle, d'après la section dans laquelle elle se trouve. L'étendue des lots attribués est en rapport avec la capacité de travail et le nombre des membres de la famille de l'associé.

Dans les associations d'affermage, les bénéfices ne sont pas partagés au prorata des dimensions des parcelles de chacun, mais proportionnellement à l'activité apportée par chacun au service de la société. Quoique cette formule soit un peu trop vague (6) parce qu'elle manque de précision, la répartition des bénéfices est basée sur un principe de solidarité.

La préférence que l'Etat montrait à cette forme d'exploitation agricole, en mettant à sa disposition ses terrains et les biens de main-morte, a favorisé le développement de ce genre de coopératives.

Il y avait en 1910, 347 associations d'affermage, comprenant 45.583 membres, et affermant 248.340 hectares ; jusqu'à la guerre, ces coopératives ont vu leur champ d'action se développer continuellement. En 1913, on comptait 495 associations, comprenant 76.678 membres, avec un

(6) Ch. Gide, op. cit., p. 247.

capital social de 4.289.981 lei, et affermant une surface de 375.000 hectares pour lesquels elles payaient un fermage annuel de 13.500.000 lei.

Depuis la guerre, leur activité a considérablement diminué. La cause vient de ce qu'en 1917, par la réalisation de la réforme agraire, l'expropriation des grands domaines dont l'étendue dépassait 500 hectares a fait que plus de 5.845.000 hectares, dont 2.888.000 du territoire de l'ancien Royaume, ont passé dans les mains des petits cultivateurs.

De cette manière, la superficie actuelle des terres dépassant 100 hectares atteint à peine un peu plus de 1 million d'hectares, — différence énorme avec la situation d'avant-guerre — le champ d'activité des associations d'affermage s'étant ainsi rétréci.

Voici la situation de l'année 1926, comparée à celle de 1918 :

	Nombre des coopératives	Surface affermée
	----	----
1918	426	406.664 hect.
1926	117	43.170 hect.

Nous rappelons que le décret-loi du 3 janvier 1919 organisant la Caisse Centrale de la Coopération, enlève la direction et le contrôle des coopératives d'affermage à la Centrale des Banques Populaires, et les confie à une Centrale nouvellement créée, portant le nom de « Centrale

des associations paysannes (*obschti*) et des exploitations agricoles ».

Ce qu'il y a de caractéristique dans toutes les associations d'affermage de Roumanie, c'est qu'elles constituent en même temps des syndicats agricoles ; elles font, en effet, l'achat des engrais, des instruments, des semences, et parfois la vente des produits des paysans, parce que les syndicats agricoles sont de création trop récente, et n'ont pas encore abouti à une organisation assez puissante.

Bien que dans ces associations la culture ne soit pas faite en commun, elles ont le mérite de faire bénéficier les paysans des avantages de la grande culture, sans leur en faire subir les charges assez lourdes ; ces associations ont contribué, en outre, à l'introduction des batteuses mécaniques, qui ont facilité la vente en commun des produits (7).

Quoique le nombre des associations diminue continuellement, on constate qu'elles se maintiennent encore, dans une certaine mesure. Ainsi, à la fin de l'année 1927, on comptait 100 coopératives de ce genre, comprenant 12.079 membres, et ayant affermé une surface de 37.162 hectares.

Il y a maintenant une tendance de changer le caractère de ces associations, en les transformant petit à petit dans des coopératives ayant toutes les attributions des syndicats agricoles.

(7) N. G. Erémie, Les associations paysannes de production en Roumanie, thèse Paris 1912, p. 88.

En raison de la diminution de l'importance des coopératives d'affermage, on sait que depuis le Code de la Coopération de 1929, la Centrale des « obschti » a été liquidée et ses attributions ont passé à la Centrale des coopératives.

C'est donc par un long détour, que les associations d'affermage se sont enfin attachées à la catégorie des coopératives de production, dont elles faisaient partie.

§ 2. — *Les associations d'achat de terres
et autres coopératives agricoles.*

Une autre forme d'association agricole est celle des travailleurs agricoles, pour l'achat de terres.

Elles étaient peu nombreuses avant la guerre et leur régime juridique était celui des associations d'affermage.

Grâce à l'aide de la Caisse Centrale des banques populaires, ces associations ont acheté des grandes surfaces de terres, en les partageant ensuite aux associés, qui devaient rembourser à la société le montant de l'emprunt, dans un terme de 10 ans (8).

Le domaine reste indivis jusqu'à ce que les sociétaires se soient libérés, le lotissement de la terre achetée ne pouvant se faire que conformément à un tableau approuvé par la Centrale, et selon ses indications.

Ce qu'il y a d'intéressant, c'est l'évolution contraire de ces coopératives, par rapport à celles d'affermage.

(8) Gr. Mladenatz, *Internationales Handwörterbuch des Genossenschaftswesens*, Berlin 1927, p. 760.

En effet, c'est surtout après la réforme agraire, à la suite de l'amélioration de la situation des paysans, que les associations d'achat de terres ont pris un grand développement.

	Coopératives	Membres	Surface achetée en hect.
1923	146	8.052	42.857
1926	292	31.460	78.101
1927	337	35.191	81.134

Il ressort de ce tableau, qu'après la guerre ces coopératives rendent des grands services en remplissant les lacunes de la réforme agraire, qui n'avait réussi d'allotir que la moitié des paysans désireux d'avoir en propriété un petit lot.

L'importance des associations d'achat de terres est très grande aujourd'hui, comme le prouve les continuels progrès de leur développement.

Ainsi, d'après la situation au 31 décembre 1928, il y avait en Roumanie 374 coopératives de ce genre, comprenant 30.838 membres, et ayant acheté une surface de 86.256 hectares, notamment :

Terrains, cultures et prés	53.082 hect.
Bois	20.308 »
Pâtis	5.636 »
Diverses	7.320 »
Total	86.256 hect.

Le prix des surfaces achetées a été de 1.310.401.870,55 lei.

D'après leur bilan à la même date, le capital social de toutes les associations d'achat de terre est de 64.877.331,81 lei ; les fonds de réserve de 31.314.171,05 lei, et les fonds culturels et des œuvres sociales sont de lei 391.296,57.

Une fois leur but réalisé, les associations d'achat de terres tout comme celles d'affermage, n'ont pas liquidé, mais elles ont continué leur activité sous le nom de « coopératives agricoles » en s'occupant de l'achat en commun des instruments et semences, et de la transformation des produits.

Ces coopératives appartiennent au groupe des coopératives agricoles qui doivent leur nom à ce que, même par des moyens différents, elles aboutissent également à améliorer ou à intensifier la culture des champs. Elles s'occupent tantôt de l'achat en commun d'outils, de machines agricoles, de semences, de bétail, d'engrais et de produits chimiques, tantôt de la vente en commun des produits ; ou bien, elles exploitent en commun certains biens indivisibles tels qu'étangs, jardins fruitiers, ou elles font l'exploitation commune d'une charrue à vapeur ou d'une batteuse.

Ces coopératives comme celles d'affermage et d'achat, sont placées depuis 1919 sous le contrôle de la « Centrale des associations paysannes et des exploitations agricoles »,

qui est chargée de les diriger et de leur procurer le crédit dont elles ont besoin.

De création récente, elles accusent un certain développement qui permet d'augurer favorablement quant à leur avenir. Ainsi elles étaient à la fin de l'année 1926 au nombre de 807, avec 59.699 membres et un capital de 22,7 millions lei.

Toutes ces coopératives agricoles fonctionnant jusqu'au Code de la Coopération, se sont associées en 21 Unions, mais à la suite de la nouvelle organisation des Centrales, 17 d'entre elles ont été liquidées, ainsi qu'au 1^{er} janvier 1929 fonctionnaient 4 Unions, avec 243 coopératives associées. Leur capital versé était de 2.606.000 lei, et les fonds de réserve s'élevaient à 3.122.000 lei.

Le rôle qu'elles sont appelées à jouer dans l'économie de la Roumanie est très important, étant donné que le morcellement des terres — comme suite de l'expropriation — a rendu l'action individuelle tout à fait insuffisante pour satisfaire aux besoins si nombreux de la vie agricole.

CHAPITRE III

COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION ET DE PRODUCTION

Si le mouvement coopératif roumain présente des traits caractéristiques qui le différencient beaucoup de celui des autres pays, certainement que le plus original c'est la relation de solidarité entre les coopératives de consommation et celles de production qui leur est imposée en Roumanie, par la réunion de ces deux formes de coopératives, qui d'habitude sont en conflit.

Le législateur roumain a pensé qu'en forçant les coopératives de consommation à collaborer avec les coopératives de production, on évitera cet antagonisme, et peut-être aussi celui qui existe entre l'ouvrier qui travaille pour la coopérative d'une part, et le consommateur.

C'est donc pour cette raison qu'on a réuni dans le même chapitre l'étude de ces deux formes de coopératives, et c'est après avoir vu leur histoire et leur développement, qu'on pourra conclure sur les résultats de ce « mariage forcé », comme M. Gide l'appelle fort spirituellement (1).

(1) Op. cit., p. 228.

§ 1. — *Coopératives de consommation.*

Les premières coopératives de consommation apparaissent en Roumanie dans les villes, sous le régime du Code de commerce. On cite ainsi en 1896, la coopérative « Mercur » à Bucarest, et en 1898 les boulangeries « Viatza » à Bucarest, et « Galatzi » à Galatzi.

Mais le développement de ces coopératives a été extrêmement lent d'une part à cause de la vie bon marché dans les villes — fait qui ne poussait pas la population vers les coopératives de consommation — d'autre part, parce que le milieu nécessaire au développement d'un mouvement coopératif faisait défaut.

Dans la campagne, la coopération de consommation a trouvé aussi un milieu qui était loin de lui être propice. En effet, la structure économique et sociale des villages ne peut pas favoriser ce type de coopératives. Dans les villages, l'homme est un petit propriétaire qui produit seul la plus grande partie des articles nécessaires à sa consommation et à celle de sa famille, ainsi qu'une partie des outils qu'il emploie à son exploitation. Il a donc en première ligne besoin d'être approvisionné en matériel et en outils nécessaires au développement de son activité, et seulement en second lieu, d'être approvisionné en articles de consommation qu'il ne peut produire seul.

La première coopérative de consommation date de 1902, dans le département Argéschi et en 1908, donc 6 ans après leur apparition, on trouve 150 coopératives, avec

5.904 membres. On voit que le développement du mouvement à la campagne n'est pas rapide, surtout en tenant compte en même temps de l'essor formidable des associations d'affermage et des banques populaires, qui dans la vie des villages tenaient déjà une place importante.

Les quelques sociétés qui se sont fondées étaient loin d'avoir cet esprit de solidarité qui caractérise la coopération, et quoique en 1905, pour favoriser leur développement, la loi du 13 avril de la même année étend les dispositions de la loi sur les banques populaires de 1903 aux coopératives de consommation et de production rurale, cette forme de coopération ne s'est pas développée.

En ce qui concerne les coopératives urbaines de consommation, la loi du 20 décembre 1909 leur étend les avantages de la loi des banques populaires de 1903, mais seulement aux artisans et travailleurs, qui ne constituaient pourtant pas la totalité de la population urbaine. C'est à cause de cette restriction qu'en 1914, à la veille de la guerre, on trouvait dans les villes de l'ancien Royaume (2) :

	Coopératives	Membres	Capital versé en milliers de lei
Epicerie	7	1.923	801,9
Boulangeries	7	3.133	929,1
Librairies	3	435	35,3
Total	17	5.491	1.766,3

(2) V. Ioachim, Les coopératives urbaines en Roumanie, Bucarest, p. 12.

On voit donc que le mouvement coopératif de consommation dans les villes est presque inexistant. Au début de la guerre, en 1915, on comptait dans tout le pays, aux villes qu'à la campagne, un nombre de 412 coopératives de consommation, avec 20.600 membres et un capital versé de 2.200.000 lei ; mais dans le même intervalle il en est supprimé 144 pour différentes causes : manque de personnel ayant une préparation suffisante, et manque d'organisation de l'approvisionnement.

Pendant la guerre, d'autres coopératives furent supprimées. C'est surtout en Valachie et en Oltenie qu'un important nombre de coopératives ont été liquidées après la retraite en Moldavie, à cause du régime sous lequel a vécu cette région du pays jusqu'à la défaite des armées ennemies et la libération du territoire occupé. De la sorte, pas même un tiers du nombre de coopératives constituées avant la guerre, n'existait au début de l'année 1919.

La guerre a donné une très puissante impulsion à la coopération de consommation, par suite de la grande hausse des prix provoquée par la dépréciation de la monnaie, et le manque des vivres.

Afin de faire face aux nouvelles conditions économiques et sociales, et dans le but de venir en aide à la création et au développement des coopératives dans les villages, on sait que le décret-loi du 31 décembre 1918 crée la « Centrale des coopératives de production et de consommation », tandis que pour les coopératives constituées dans

les villes, on crée le 14 mars 1919 la « direction de la coopération urbaine ». Pour encourager les coopératives urbaines, le décret-loi du 9 février 1919 écarte l'impédiment relatif aux professions des sociétaires, en étendant les dispositions de la loi du 20 décembre 1909 à toutes les catégories sociales des villes.

Les articles de première nécessité manquant à ce moment, l'article 6 du décret-loi ci-dessus, pour faciliter l'approvisionnement de la population, dispose que les articles de première nécessité procurés par l'entremise de l'Etat aux départements ou communes, seront donnés aux fédérales, qui à leur tour les distribueront aux coopératives urbaines, proportionnellement au nombre des familles des sociétaires coopérateurs.

De cette manière, l'Etat pensait éloigner les intermédiaires qui causaient la hausse des prix, et aider par un moyen rapide et efficace l'approvisionnement de la population.

C'est ainsi que dans l'année 1919 il se fonde 230 nouvelles coopératives de consommation avec 13.500 membres et 1.600.000 lei capital versé, et le progrès est très visible à la fin de l'année 1922, quand du nombre de 3.071 de sociétés coopératives existantes, fonctionnaient 1.700, avec environ 165.000 membres, 60 millions lei capital souscrit et 50 millions lei capital versé, ayant réalisé environ 15 millions de lei bénéfice net en l'année 1922 pour un roulement de marchandises d'environ 275 millions lei.

Mais il ne faut pas oublier que ce progrès numérique dû en grande partie à l'aide de l'Etat, s'est manifesté seulement dans les premières années après la guerre, et qu'aussitôt que le besoin passager pour lequel ces coopératives ont été fondées a été satisfait, nombre d'entre elles ont cessé de fonctionner.

Ces coopératives, viables seulement par la vente des aliments que l'Etat leur mettait à disposition dans la plus grande partie, n'ont pu vivre au retour de la situation normale.

Seulement celles qui ont eu à leur gouvernail des hommes dévoués ayant compris que pour vivre et progresser il fallait se baser sur un esprit de solidarité, ont réussi à se maintenir. Malheureusement leur nombre était trop petit, mais au moins cette expérience a permis de faire comprendre que l'avenir de la coopération n'est pas dans l'aide de l'Etat, mais dans la main des coopérateurs.

C'est ainsi que jusqu'à la fin de l'année 1922 un nombre de 350 coopératives ont été liquidées.

En 1923, la Direction de la coopération urbaine étant supprimée, ses attributions passent à la Centrale des coopératives de consommation et de production. D'autre part, on réalise dans la même année l'unification du mouvement coopératif de l'ancien Royaume avec celui des nouvelles provinces.

Le mouvement coopératif de consommation dans les nouvelles provinces, surtout dans la Transylvanie, étant

bien organisé, sert dorénavant d'exemple à celui de l'ancien Royaume. Aussi à partir de 1923, les statistiques comprennent les sociétés coopératives des nouvelles provinces.

Avant la guerre, il s'est formé dans beaucoup de communes plusieurs diverses coopératives, mais à cause du manque de personnel dirigeant et à cause du caractère du paysan roumain qui est plus producteur que consommateur, ces sociétés végétaient. C'est pour ces raisons qu'on créa après la guerre un type mixte de coopératives appelé « coopératives de consommation, d'approvisionnement et de ventes en commun » qui fonctionnent dans les villages, pour la grande majorité.

Elles sont créées sur la base d'un statut type établi par la Centrale et adapté par les assemblées générales aux besoins et aux circonstances spéciales de chaque localité (3).

Ces coopératives font toutes les opérations nécessaires à la consommation et remplissent aussi dans le milieu où elles se trouvent, le rôle des syndicats agricoles, en s'occupant de l'approvisionnement des paysans en articles de toutes sortes nécessaires à leur occupation, et de la vente ou la transformation des produits. En vue de la transformation des produits, les coopératives se créent des installations pour la fabrication des conserves de fruits et de viande,

(3) Aperçu général sur les coopératives de production et de consommation, publié par leur Centrale, Bucarest 1927, p. 6 et suiv.

et des moulins. Elles s'occupent aussi de la vente des céréales, des fruits, du lait et de ses dérivés, et procurent toutes les marchandises nécessaires à leurs membres.

Ce genre de coopératives, en tenant compte de ce que les besoins de consommation des paysans sont en étroite relation avec leurs besoins de production, répond assez bien à la catégorie dénommée « coopératives à fonctions multiples » (4).

La situation de ces coopératives mixtes ressort d'une comparaison avec les chiffres d'avant-guerre :

	Nombre des coopératives	Membres	La moyenne des membres
1912	231	10.960	47
1921	1.021	95.910	94

Pour voir quel a été le chiffre des ventes :

	En milles lei	Moyenne pour une coopérative	Moyenne pour un membre
1912	5.884	lei 25.500	lei 531
1921	12.875	» 12.606	» 126

Les chiffres pour 1921 ont été réduits à la valeur interne du lei, pour 1916 (5).

Si le nombre des sociétés coopératives et des membres a augmenté, on le doit tant à la conséquence de la guerre,

(4) V. plus haut, p. 11.

(5) Dr. A. G. Galan, La naissance et le développement de la coopération moderne, Bucarest 1926, p. 17.

la hausse des prix, qu'à l'aide de la Centrale, et il faut encore remarquer que la valeur moyenne des ventes pour une coopérative a diminué de 12.894 lei, et le chiffre moyen d'achat de chaque membre a diminué aussi de 405 lei. Les débuts n'étaient donc pas brillants, et on pouvait dire qu'à cette date « en grande partie, les villages de l'ancien Royaume n'offrent *pas encore* des conditions favorables au développement de cette forme coopérative » (6).

Mais depuis, les efforts faits par la Centrale pour augmenter l'activité de ces coopératives ont été tels, que d'année en année le nombre des coopératives augmente, tout ainsi que leur activité économique, comme on peut le voir du suivant tableau :

	1922	1924	1926
Nombre des sociétés existantes	2.248	2.593	2.600
Sociétés comprises dans la statistique	1.413	1.925	1.704
Membres	147.854	241.793	226.573
Capital versé	43.233.853	82.957.390	109.900.709
Marchandises vendues	260.190.294	817.104.704	1.146.222.107

Parmi ces coopératives, 446 se sont réunies en 4 fédérales, qui ont réalisé dans l'année, 165.448 lei de bénéfices.

Ce développement nous permet d'affirmer que les

(6) Ibidem, p. 173.

coopératives de consommation, d'approvisionnement et de ventes en commun, répondent bien aux besoins des paysans roumains.

Il serait certainement préférable, au point de vue coopératiste, que ces coopératives, par leur évolution, tendent à former des coopératives régionales et se spécialisent par branches d'opérations, mais dans la situation actuelle, leur caractère mixte répond à une nécessité évidente, qui étant dans l'avenir peu à peu satisfaite, permettra la transformation préconisée plus haut.

En revenant aux coopératives de consommation, on peut constater que leur nombre n'a pas augmenté avec la même rapidité. Il s'est pourtant fondé dans les villes un nombre assez grand de coopératives de consommation ; jusqu'à l'année 1926 on en comptait environ 1.200, nombre relativement grand, mais seulement 500 coopératives ont activé, les autres — sans répondre à aucune nécessité — s'étant fondées spécialement en vue d'obtenir le crédit que l'Etat leur accordait largement.

A la fin de 1926, il y en avait 3.839 comprenant tous les genres de coopératives de consommation, desquelles 2.335 ont envoyé à leur Centrale des dates. Le nombre des membres s'élevait à 305.815 et le capital versé représentait la somme de 231.502.509 lei ; les fonds de réserve étaient de 63.252.050 lei. Ensemble, toutes les coopératives de consommation ont réalisé une vente totale de plus de 1.600.000 lei, chiffre très bas.

Les fédérales qui se sont constituées, ont donné des mauvais résultats. On en comptait 8, nombre trop grand, car il en aurait fallu une seule mais puissante. D'ailleurs, cette dispersion de la coopération de consommation n'a pas encore permis la création d'un magasin de gros qui aurait facilité de beaucoup l'approvisionnement des coopératives de consommation du pays entier.

Parmi les caractères particuliers des coopératives de consommation de Roumanie, il faut relever que, contrairement au principe de la coopération de consommation en vertu duquel la vente à argent comptant soit la règle, en Roumanie les coopératives de consommation appliquent la règle contraire. Le statut type de leur Centrale permet la vente à crédit, ce qui, incontestablement, constitue un grand défaut dans le fonctionnement des coopératives de consommation. La seule restriction est que les sociétaires peuvent acheter à crédit jusqu'à concurrence de la moitié du versement qu'ils ont fait dans la société sous forme d'actions.

Néanmoins cette règle anormale peut trouver une explication. On sait que dans la coopération roumaine de consommation, les coopératives mixtes à fonctions multiples forment la grande majorité. Ces coopératives fonctionnent pour la plupart aux villages et approvisionnent les sociétaires tant avec des articles nécessaires à leur existence, qu'avec des articles nécessaires à la production. Or, ces derniers articles ayant d'habitude une valeur plus

importante, le sociétaire a des difficultés pour les payer d'une fois. Donc ce crédit n'étant plus un crédit de consommation, mais un crédit de production, s'il est accordé avec prudence, il ne constitue pas un grand péril pour l'existence de la coopérative (7). Il faut penser en outre que le paysan reçoit des fonds une seule fois dans l'année, en automne, après la vente de sa récolte.

C'est donc pour ces différentes causes que la vente à crédit est ouvertement pratiquée, et c'est pour cette raison que le statut type des coopératives de consommation recommande que le crédit soit accordé de préférence aux articles nécessaires à la production.

Une dernière remarque à faire sur les coopératives de consommation en Roumanie, c'est que la prime de consommation, qui est payée sur le bénéfice annuel obtenu après avoir déduit la part revenant aux fonds de réserve et cultureaux — la ristourne — n'est attribuée qu'aux acheteurs qui sont sociétaires, et qu'au lieu de leur la payer, elle est versée au fonds d'éducation et de prévoyance sociale. C'est un principe qui correspond assez bien à une bonne organisation coopérative de consommation.

§ 2. — *Coopératives de production.*

Généralement, la coopération de production se manifeste dans les villes, mais on a vu qu'en Roumanie, les

(7) Gr. Mladenatz, La direction des entreprises coopératives de consommation, Kishinev 1929, p. 49.

villes n'offrent pas un bon terrain pour la coopération. C'est dans les villages roumains que la coopération de production s'est bien développée.

On connaît déjà deux genres de coopératives qui font partie des coopératives de production : les coopératives d'affermage et d'achat de terres. Si les premières ont donné des bons résultats, leur activité marque une grande regression dans les dernières années, mais il y a en Roumanie un grand nombre de coopératives qui se développent constamment depuis la guerre, en manifestant leur activité sous des formes très variées.

Parmi celles qui accusent un développement remarquable, les coopératives forestières tiennent la première place.

L'importance de ces coopératives ressort du fait que les forêts couvrent 7.250.000 hectares — donc 24,5 % — de la superficie de la Roumanie. L'Etat était en 1925 propriétaire de 2.445.000 hectares, le reste de 4.805.000 hectares, appartenant en grande partie aux particuliers, et dans une petite mesure aux paysans et aux communes ; « c'était donc presque le même état de choses que celui de la terre arable dans l'ancien Royaume en 1918 » (8).

D'autre part, l'industrie du bois occupe une place de tout premier ordre dans l'industrie roumaine. Si des grandes sociétés étrangères ont pris l'exploitation des fo-

(8) C. Spineano, La propriété et l'exploitation des forêts, Târgovishtë 1925, p. 4.

rêts dans leurs mains, cela s'explique par le manque de capitaux qui se faisait depuis toujours sentir en Roumanie, d'autant plus que l'exploitation des immenses forêts nécessitait des puissants moyens financiers qui manquaient aux paysans. Et l'exploitation des grandes sociétés étrangères était telle, qu'on faisait des coupes qui détruisaient les forêts, et tout cela avec des travailleurs qu'elles faisaient venir de l'étranger, étant ainsi une vive concurrence aux habitants des montagnes. Tous ces procédés ont fini par constituer un monopole de fait pour les produits boisieux.

C'est en se rendant compte de cette situation qu'en 1905, sur l'initiative de la Centrale des banques populaires, il s'est fondé la première coopérative forestière « *Norocul* », avec 28 membres de la commune de Boroia, département de Suceava, en Moldavie (9).

On avait enfin compris qu'au moyen de la coopération, on pouvait non seulement détruire le monopole de fait existant dans l'industrie du bois, mais aussi on contribuait à l'amélioration de la situation économique des paysans montagnards.

Dans l'année suivante, se sont constituées deux nouvelles coopératives forestières ; il y avait donc en tout 3 coopératives, avec 118 membres, et un capital versé de 45.845 lei.

(9) G. Turneano, L'exploitation du bois dans la coopération roumaine, Bucarest 1923, p. 16.

Ces coopératives se sont développé particulièrement après la loi du 12 février 1910, par laquelle l'Etat est autorisé de donner en exploitation aux coopératives forestières des petites forêts, ayant de plus une valeur de 10.000 lei. C'est ainsi qu'en 1912, on comptait 149 coopératives avec 8.495 membres, ayant un capital de 1.010.114 lei, et des fonds de réserve s'élevant à 136.262 lei. Le progrès était donc évident.

Pendant la guerre l'activité des coopératives forestières a stagné, mais une fois la réforme agraire réalisée, il s'était posé un nouveau problème. Comme on le sait, la réforme agraire a fait bénéficier de ses résultats un grand nombre de paysans agriculteurs, habitant les villages de la plaine. La situation des montagnards étant manifestement inférieure, c'était un devoir « de justice et de haute politique sociale » (10) pour l'Etat, d'encourager ces coopératives forestières.

A cette fin, un décret-loi du 23 novembre 1918 permet à l'Etat de concessionner aux coopératives, des forêts, sans limiter leur valeur maxima, rendant ainsi aux coopératives forestières la possibilité de prendre en exploitation des grandes forêts, et devenir de la sorte, des grandes forces dans l'industrie du bois.

Grâce à cet encouragement, ces coopératives prirent un grand essor, comme on peut le constater aux chiffres

(10) M. Mosandreï, La coopération forestière en Roumanie, thèse Paris 1926, p. 150.

pour l'année 1923. Il y avait un nombre de 484 coopératives forestières qui comptaient 56.054 membres et un capital versé de 38.409.141 lei ; elles ont réalisé dans l'année, un chiffre de vente s'élevant à 198.434.091 lei.

Leur développement progresse depuis constamment, et à la fin de l'année 1926 il y avait 480 coopératives, avec 63.103 membres, et un capital versé de 88.063.900 lei.

Parmi ces coopératives, le plus grand contingent est fourni par les coopératives d'exploitation petites et moyennes ; il y a seulement 50 coopératives à grande exploitation de forêts qui s'occupent aussi de l'industrie du bois, et qui ont réussi à fonder des établissements perfectionnés. Elles possèdent 29 scieries employant une force motrice de 42.230 HP. et comme machines : 77 scies verticales, 42 scies circulaires, 29 pendules, une scie à ruban, 5 machines à couper les souches, 18 machines de menuiserie et une machine à fabriquer des briquettes. Outre ces installations, ces coopératives ont encore 133 kilomètres de voie ferrée, 22 locomotives représentant une force motrice de 1.350 HP, et 286 wagons, d'une capacité de 200 tonnes (11).

Parmi ces grandes coopératives s'occupant de l'industrie du bois et de l'exploitation des forêts, notons les plus importantes : « Stejarul », commune de Barca, département de Dolj ; « Petrosul » et « Ardealul », département de Bacau ; « Albina », commune de Farcau, département

(11) Les coopératives de production et de consommation, publié par la Centrale de Bucarest 1927, p. 25.

de Neamtz. La dernière est la plus grande coopérative forestière de cette sorte. Elle possède une organisation très perfectionnée, grâce à laquelle la quantité de bois scié pendant l'année 1926 a été de 33.482 mètres cubes, dont il a été fourni seulement aux coopératives d'approvisionnement pour une somme de 25.493.660 lei, et dans le commerce privé il a été vendu pour une autre somme de lei 25.287.356.

Les principales dispositions qui règlent l'activité de ces coopératives sont :

a) D'abord tous les habitants domiciliés dans les communes où les coopératives sont autorisées à travailler, doivent être admis comme membres, s'ils le prétendent ;

b) les membres sont tenus d'une responsabilité solidaire et illimitée pour les obligations contractées par la société ;

c) les coopératives forestières ne peuvent vendre leurs produits qu'aux sociétaires, aux habitants de la commune, aux écoles et autres institutions publiques locales, et aux *coopératives de consommation*, et cela à un prix inférieur à celui du marché, prix déterminé par la Centrale ;

d) les coopératives distribuent une partie importante des bénéfices nets, sous la forme d'une prime au travail, qui atteint jusqu'à 20 % tandis que le bénéfice alloué au capital-actions est seulement de 5 % ;

e) enfin il faut noter que les coopératives sont obligées de reboiser les forêts qu'elles exploitent.

Il ressort donc que les coopératives forestières font une bonne application des principes coopératifs, et on peut sans doute leur prévoir un bel avenir.

Un autre genre de coopératives de production qui a pris dans les dernières années un développement important, sont les coopératives de pêcheurs.

L'importance de cette forme coopérative ressort du fait que 90 % des eaux de la Roumanie sont la propriété de l'Etat, qui pour diverses causes n'a pas réussi à les exploiter d'une manière efficace.

Quoique la richesse des eaux et des étangs est très grande, la Roumanie a importé dans la période de 1919 à 1925 une quantité de 70.577.016 kilogr. de poisson, d'une valeur totale de 1.049.554.000 lei.

C'est seulement en 1927 qu'une loi accorde quelques privilèges aux coopératives de pêcheurs, leur donnant la préférence dans l'exploitation des eaux, même dans des conditions inférieures à celles offertes par les particuliers. C'est ainsi que le Danube avec les étangs respectives de Harsova jusqu'à Reni, inclusif le lac Brates, a été concessionné à 8 coopératives de pêcheurs (12).

Parmi ces coopératives, celles de Vâlcov (département d'Ismail) ont une situation exceptionnelle et l'une d'entre elles, « *Morunul* », grâce à son organisation parfaite, est

(12) V. Cosachevici, Le Coopérateur Roumain, 1930, n° 1, Bucarest, p. 17.

très florissante et a toujours été admirée par les coopérateurs étrangers qui l'ont visitée. Au 31 décembre 1926, cette coopérative avait 404 membres, disposant d'un capital versé de 6.914.221 lei, d'un fond de réserve de 1.126.836 lei et de divers autres fonds s'élevant à 1.570.911 lei ; elle possède des bonnes installations et une fabrique de conserves.

A la fin de l'année 1927, les coopératives de pêcheurs étaient au nombre de 53. Les 23 d'entr'elles desquelles on trouve des dates, comptent 3.675 membres avec un capital versé de 11.925.400 lei ; les marchandises ont été vendues pendant la même année pour une somme d'environ 19 millions lei.

Comme l'étendue des eaux et des étangs non exploités est très grande, les coopératives de pêcheurs ont un grand champ d'activité. Il faudra que l'Etat leur accorde des avantages qui leur permettent un développement progressif. Pour leur éviter les aléas de la vente qui sont très grands, les municipalités pourront traiter directement avec ces coopératives, en se chargeant de vendre le poisson à certains jours à la criée, comme certaines villes de la France, par exemple Nîmes, le font.

Par le développement de ces coopératives, l'Etat aura beaucoup à gagner, car l'exportation des poissons et de leurs produits contribuera au relèvement de l'économie nationale.

En dehors de ces deux formes de coopératives de pro-

duction, il y a en Roumanie un certain nombre de coopératives d'une moindre importance. On trouve un genre particulier, qui ne se rencontre que dans peu de pays : ce sont les coopératives pour l'exploitation des mines de lignite, qui sont au nombre de 25 ; parmi les principales, citons : « Godeanu » de Stoenesti, « Carbunele » et « Progresul » de Godeni, toutes dans le département de Muscel.

On trouve encore une grande diversité de coopératives de production. Ainsi, à la fin de l'année 1927, il y avait :

30	minoteries ;
32	laiteries ;
9	coopératives d'eaux minérales ;
4	— de typographes ;
1	— de potiers ;
2	— de menuiserie ;
2	— métallurgistes ;
2	— de cordonnerie ;
14	— de constructions ;
70	— diverses.

On voit donc que le nombre d'associations ouvrières de production est assez petit. Celles qui sont dans les villes ont une activité très réduite, mais on doit tenir compte de ce qu'en général, les associations ouvrières de production sont rares. Les quelques existantes ont comme principal client l'Etat et les coopératives de consommation.

Nous disions au commencement du chapitre (13), qu'il y a une relation de solidarité entre les coopératives de production et celles de consommation. En effet, les statuts des coopératives de production prévoient l'obligation de vendre leurs marchandises directement aux consommateurs par l'entremise des coopératives respectives, et cela à un prix avantageux fixé de commun accord. C'est un régime qui ne se retrouve dans aucun pays (14), car d'habitude ce sont les coopératives de consommation — les Magasins de gros — qui produisent elles-mêmes une partie des marchandises nécessaires aux consommateurs. Au contraire, dans le système roumain on pousse à la création d'industries à base coopérative, qui subordonnent leur activité aux intérêts supérieurs du mouvement coopératif ; ainsi le débouché des coopératives de production est assuré, les consommateurs trouvent des marchandises à un prix équitable, et de la sorte on pourra écarter le conflit entre la production et la consommation.

Malheureusement, il nous a été impossible d'avoir des dates précises qui puissent montrer quels ont été jusqu'à maintenant les effets de cette intéressante expérimentation. Il paraît — d'après nos informations, — que les résultats ne sont point négligeables et il nous reste à souhaiter dans l'avenir que le succès soit complet.

(13) V. plus haut, p. 103.

(14) Ch. Gide, op. cit., p. 227.

§ 3. — *L'activité de la Centrale.*

La Centrale des coopératives de production et de consommation, créée en 1918, a commencé de fait à fonctionner au 1^{er} mars 1919. L'activité multiple qu'elle a déployée jusqu'aujourd'hui a contribué de beaucoup au développement du mouvement coopératif roumain.

Le capital de la Centrale est de 50 millions lei, réparti en parties égales entre l'Etat et les unités coopératives. En jouissant du crédit de la Banque Nationale Roumaine, la Centrale a ouvert à la plupart des coopératives et des fédérales des différents crédits en numéraire, marchandises et céréales, qui s'élevaient à la fin de l'année 1926 à la somme de 998.741.178 lei. La Centrale a accordé des crédits surtout aux coopératives de production et en premier lieu à celles qui présentent un intérêt particulier, tant par leur grand nombre d'ouvriers employés, que par la matière première indigène, à la mise en valeur de laquelle elles contribuent.

La Centrale a facilité aux coopératives la vente d'importantes quantités de céréales, qui sont réparties par année de la façon suivante :

	1919	1923	1926	Total
	—	—	—	—
Quantité en tonnes	13.882	7.315	5.115	32.210
Valeurs en milliers de lei	13.508	21.942	30.405	97.945

En ce qui concerne les opérations sur les céréales, la

Centrale a été aussi chargée par l'Etat des opérations suivantes :

1. Réception et mise en valeur des céréales contingentes ; dans la période de 1921 à 1924 les opérations ont été faites sur une quantité d'environ 533 milliers de tonnes, d'une valeur totale de plus de 1 milliard lei.

2. L'approvisionnement en céréales pour les semailles des années 1924 et 1925, pour les régions qui en manquaient ; en outre, la Centrale a approvisionné en 1923 les régions où le maïs manquait, avec une quantité de 8.580 tonnes.

3. Enfin elle a approvisionné en blé et autres céréales, différentes unités militaires.

Les céréales ont été prises des producteurs, et seulement par les unités coopératives.

Pour venir en aide aux coopératives de consommation, la Centrale a organisé leur approvisionnement, en se mettant directement en relation avec les fabricants du pays et de l'étranger. Elle a créé dans ce but des bureaux dans les grands ports Galatzi, Braïla et Constantza, qui sur commande et au compte des unités, achètent pour celles-ci des marchandises sur les grands marchés d'importation.

Ces bureaux servent en même temps à la vente des céréales et les unités coopératives leur envoient dans ce but les céréales apportées par leurs membres, pour qu'elles soient vendues au compte de ceux-ci. Les marchandises que la Centrale — qui fait fonction de magasin de gros —

fournit sont celles que les sociétaires demandent le plus : chaussures, laine, coton, toile, outils agricoles, sulfate de cuivre, fer, de l'étain, articles de ménage et cordes de Manilla.

Par l'entremise de la Centrale, il s'est fait beaucoup d'opérations entre les coopératives de production et de consommation.

Pour l'année 1926, la valeur des marchandises entrées à la Centrale a été de 132.697.000 lei, tandis que celle des marchandises sorties a été de 107.058.000 lei ; les bénéfices réalisés ont été de 7.910.000 lei, et les ristournes accordées par la Centrale aux unités coopératives qui se sont approvisionnées par elle, ont été dans la même année de 1.235.000 lei.

La Centrale a fait aussi diverses opérations ; elle a distribué aux colons de la Dobrudgea une quantité de 31.365 mètres cubes de bois scié, provenant des coopératives forestières. Enfin elle s'est occupée de l'industrialisation et de la mise en valeur des fruits, question très importante pour la Roumanie, qui a une superficie plantée en arbres fruitiers de 298.102 hectares, dont les 2/3 est couverte de pruniers. Mais les résultats de l'action de la Centrale dans cette direction ont été nuls. Il y aura beaucoup à faire pour l'industrialisation des fruits, surtout quand on sait que la Roumanie, bien que disposant de grandes surfaces plantées en arbres fruitiers, peut à peine couvrir par l'exportation de ses fruits 50 % de la valeur des fruits et des

articles d'épicerie importés. Ainsi, pendant l'année 1925, l'importation a été de 1.090.917.365 lei et l'exportation de 595.364.396 lei.

Pour l'exercice d'un réel contrôle sur les unités coopératives, la Centrale possède un corps de 111 inspecteurs. Le pays est divisé en plusieurs circonscriptions, ayant à leur tête un inspecteur général ; de la sorte, la Centrale aura la possibilité d'inspecter au moins une fois par année les coopératives affiliées.

Le programme des Equitables Pionniers de Rochdale prévoit l'allocation de 2,50 % des bénéfices annuels à un fond d'éducation. Mais l'éducation coopérative ne peut se greffer que dans un milieu où l'instruction générale a bien pénétré, et où les individus ont une éducation assez élevée ; mais « pour former des bons coopérateurs, il nous faut avant former des hommes » (15). La Centrale s'était rendue compte de cette vérité, et a prévu dans les statuts type l'existence dans chaque coopérative d'un fond qu'on appelle en Roumanie fond culturel, auquel on verse entre 2 et 10 % des bénéfices nets annuels.

Ce fond a permis aux sociétés coopératives la réalisation d'une grande œuvre à la campagne, surtout avant la guerre. On a créé des églises, des écoles, des hôpitaux, on a envoyé des fils de paysans avec des bourses aux études,

(15) Ch. Gide, *Les sociétés coopératives de consommation*, 3^e ed., Paris 1917, p. 90.

avec l'obligation pour ceux-ci de revenir dans leur région pour contribuer au relèvement économique et social des paysans.

Ainsi la coopérative forestière « Malul Rosu » de Lipia Bojdani (dép. Ilfov) a dépensé plus d'un million lei pour les œuvres sociales de la commune.

La Centrale des coopératives a donné elle-même l'exemple, et c'est en collaboration avec la Centrale des Banques Populaires qu'elle dépense des sommes importantes pour l'entretien des écoles coopératistes. Les efforts des Centrales ont abouti à la création des écoles de comptables qui, grâce aux faveurs qu'elles accordent, ont été fréquentées par beaucoup d'élèves. Ainsi, pendant la période de 1920 à 1928, ces écoles ont donné un nombre de 2.902 absolvents, desquels 60 % sont restés dans le mouvement coopératif. En 1929, fonctionnaient 5 écoles de comptabilité et d'éducation coopératiste, avec 245 élèves.

Pour former le personnel technique nécessaire, la Centrale des coopératives de production et consommation a créé à ses frais, en 1924, à Bucarest, une école pour la formation des vendeurs et des directeurs de Magasins. Cette école est maintenant fréquentée par 20 élèves et la durée de ses études est de deux ans.

La Centrale a organisé en union avec la Centrale des banques populaires, des cours d'été à Craïova, Gura Humorului, Lugoj, Brashov et Kishinew, qui ont pour but de

compléter les connaissances des éléments de direction des unités. La Centrale a dépensé, de 1921 à 1927, dans ces buts, plus de 4 millions lei.

En 1919, s'est fondée l'Ecole Centrale Coopérative, comme établissement supérieur de l'enseignement coopératif. En 1928, cette école passe sous la direction du Conseil Supérieur de la Coopération, créé par le Code de la Coopération, en prenant le titre d'Académie d'Etudes Coopératives. Depuis la nouvelle loi sur l'organisation de la coopération, l'Académie s'appelle « Ecole supérieure d'études coopératives » et se trouve sous la direction de l'Office National de la Coopération Roumaine. Pendant ces 10 années de fonctionnement, l'école a été régulièrement fréquentée par 350 élèves, desquels 155 absolvents ont obtenu les diplômes, et 56 des certificats. Les diplômés ont la priorité dans les fonctions des sociétés coopératives et parmi eux, un nombre de 90 activent aujourd'hui dans le mouvement coopératif. Les cours de l'école qui ont été d'une année jusqu'à 1928, sont aujourd'hui de deux ans.

Enfin il faut remarquer que l'intérêt montré par les Centrales, pour l'enseignement de la coopération, corroboré avec les insistances des coopérateurs roumains, ont abouti à la création d'une chaire de l'histoire et doctrine coopératiste, auprès de l'Académie des Hautes Etudes Commerciales et Industrielles de Bucarest ; cette chaire est occupée par l'éminent coopérateur M. Gr. Mladenatz qui, grâce à une parfaite compétence d'organisateur, est en même

temps le Secrétaire Général de l'Office National de la Coopération Roumaine.

De toutes ces différents aspects de l'activité de la Centrale des Coopératives, il ressort le grand rôle qu'elle joue dans le développement du mouvement coopératif roumain.

CHAPITRE IV

LE MOUVEMENT COOPÉRATIF DANS LES NOUVELLES PROVINCES

Le principal résultat de la grande guerre a été pour la Roumanie la réintégration dans ses frontières des anciennes provinces roumaines, restées longtemps sous la domination étrangère.

Ce n'est qu'en 1920 par la loi du 26 septembre de la même année, que la loi qui gouvernait la coopération dans l'ancien Royaume fut étendue aux territoires provenant de l'ancienne Monarchie Austro-Hongroise, et seulement le 14 mars 1923 à la Bessarabie.

Le mouvement coopératif dans chaque province présente ses particularités et c'est pour les connaître que nous retracerons rapidement le développement de la coopération dans chaque province.

TRANSYLVANIE

Le développement de la coopération dans une région est en relation directe avec l'état général économique de la population ; plus la situation est meilleure, plus les

besoins sont nombreux. C'est certainement le cas de la Transylvanie qui, province riche et industrielle, a offert un bon champ d'activité pour la coopération. La population roumaine de la Transylvanie, qui forme 57,3 % du total, est en grande partie villageoise ; seulement 6 % du total des roumains habitent les villes, tandis que les hongrois y sont en proportion de 65 % et les Allemands, de 20 %.

A cause de la diversité des nationalités de la population, le mouvement coopératif a été organisé différemment par chaque population.

Parmi les différentes formes de la coopération, celle de consommation est la plus importante et la plus répandue. Comme elle trouve d'habitude son développement dans les villes, on comprend pourquoi c'est dans le milieu des Hongrois, qui forment la grande majorité, que les coopératives de consommation ont pu bien se développer.

Les premières coopératives se sont fondées sous le régime du Code de Commerce hongrois et de la loi de 1898 sur les coopératives. Il y a avait en 1926 un nombre de 446 coopératives de consommation avec 131.340 membres et un chiffre de vente de 331 millions lei. Toutes ces sociétés coopératives sont affiliées à la Centrale « Hangya » d'Aiud, qui jusqu'à 1920 a été une filiale de la Centrale « Hangya » de Budapest, et depuis, elle fonctionne comme Union des Coopératives de consommation et Magasin de Gros. Leur organisation technique et commerciale est

irréprochable et ce mouvement coopératif possède une complète autonomie, et fonctionne avec ses propres moyens, sans aucune aide de la part de l'Etat.

La coopération de crédit est moins développée dans la population hongroise de la Transylvanie. En 1926, il y avait 289 sociétés coopératives de crédit, comprenant 86.070 membres avec 14 millions lei capital. Ces coopératives sont organisées d'après le type Schulze-Delitzsch et sont groupées dans l'Union des coopératives de crédit, fondée en 1922 à Cluj, qui leur sert comme Centrale de crédit. En général, ce mouvement manque d'une source de crédits à bon compte.

Un caractère nettement agricole porte le mouvement coopératif de la population saxonne. C'est en 1855 que les premières coopératives de crédit ont été fondées d'après le type Raiffeisen ; d'autres coopératives de consommation et de production ne tardèrent pas à apparaître, et en 1896 toutes les coopératives existantes s'affilièrent à l'Union des coopératives Raiffeisen, avec le siège à Sibiu. A la fin de l'année 1925 appartenaient à cette Union (1) :

- a) 81 coopératives de consommation avec leur Centrale;
- b) 4 — de vigneron ;
- c) 1 — de moulins ;
- d) 183 — d'économie et de crédit ;
- e) la Caisse générale d'économie de Sibiu.

(1) Gr. Mladenatz, dans : *Internationales Handwörterbuch des Genossenschaftswesens*, herausgegeben von prof. Totomianz, Berlin 1927, p. 761.

Les coopératives de crédit comptaient à la même date 18.680 membres et avaient réalisé un chiffre d'affaires de 211,07 millions lei. Ce qui les caractérise, c'est un esprit de solidarité très développé, grâce auquel ces coopératives constituent en Roumanie le type le plus pur de la société coopérative.

L'élément roumain a été dans une situation inférieure — par rapport aux autres — du point de vue des conditions économiques, jusqu'à l'Union de la Transylvanie avec la Roumanie. C'est seulement en 1920, sous l'impulsion et l'aide des Centrales de Bucarest, que des coopératives commencent à être fondées par la population roumaine. Les coopératives de crédit prirent un véritable essor, car déjà en 1921, leur nombre atteint le chiffre de 257, avec environ 300.000 membres, et depuis, leur nombre va toujours en augmentant. On trouvait, au 31 décembre 1928, 498 banques populaires affiliées à la Centrale de Bucarest. Elles comptaient 66.508 membres, ayant un capital social versé de 57.713.960 lei, et ayant accordé des prêts en valeur de 313 millions lei. L'immense majorité des membres sont des agriculteurs, l'activité des banques populaires s'étant développé aux villages.

En tenant aussi compte des liquidations qui se sont faites immédiatement après la guerre, il nous semble que ce mouvement est dans la bonne voie. Nous croyons donc contrairement à M. Mosandreï (2), que ces liquidations se

(2) M. Mosandreï, *op. cit.*, p. 96.

sont produites dans une période très défavorable au mouvement coopératif roumain — comme nous l'avons déjà maintes fois montré, — et que leur situation d'aujourd'hui nous fait croire dans un grand développement de la coopération de crédit dans la Transylvanie.

En ce qui concerne les coopératives de consommation, c'est aussi après la guerre qu'elles commencent à s'affirmer. Au 31 décembre 1928, il y en avait 354, comprenant un nombre de 46.111 membres. Le capital social souscrit était de 22 millions, et la valeur des marchandises vendues approchait de 200 millions lei. Ce qu'il y a de faible dans leur organisation, c'est qu'elles se sont groupées dans 8 fédérales, qui certainement sont de trop, car au nombre relativement réduit des membres, une seule fédérale aurait suffi pour permettre une concentration de leur activité et un progrès certain.

Quant à la coopération de production dans la population roumaine, elle est très réduite ; la cause réside surtout dans l'individualisme particulier du paysan roumain de la Transylvanie, qui ne comprend pas une doctrine qui puisse tendre vers une forme collective des propriétés ; il entend organiser à sa manière la production de sa terre. On ne trouve ainsi à la fin de 1926 rien que 90 coopératives de production, dont 68 sont des coopératives forestières. C'est surtout sous cette forme que les coopératives pourraient se développer, car les forêts couvrent une grande partie de la Transylvanie.

BESSARABIE

La coopération de crédit dans cette province s'est développée sous l'influence directe et l'appui de la Russi, à laquelle la Bessarabie a été annexée depuis 1812. On cite dès l'année 1859 la première coopérative de crédit la « Banque des colons de Bolgrad », fondée avec un capital assez important. Ce n'est qu'après une loi de 1904 qui permettait aux départements d'organiser des caisses de crédit, que les sociétés coopératives de crédit prirent un grand essor.

On comptait à la fin de l'année 1920 (3), 446 coopératives de crédit. Les 339 d'entre elles desquelles on possède des dates, ont 228.781 membres, ce qui donne une moyenne de 674,8 par coopérative ; du total, 78 % sont des coopératives rurales. Déjà, en 1918, ces coopératives se sont groupées dans la « Centrale des Unions de coopératives » avec le siège à Kishinew, et depuis la loi pour l'unification de la coopération de 1923, cette Centrale a été dissoute, les coopératives de crédit ainsi que leurs Unions s'étant affiliées à la Centrale de Bucarest.

L'impulsion de la Centrale après cette date a permis un certain développement ; on trouve à la fin de l'année 1928 un nombre de 565 coopératives de crédit, comptant 108.159 membres. Leur capital social s'élevait à 75.158.571 lei, et le profit net réalisé dans cette année a été de plus de 6 millions lei.

(3) V. Ghenzul, Cinquante années de la coopération de crédit en Bessarabie, KISHINEW 1924.

Mais en dehors des coopératives affiliées à la Centrale de Bucarest, il y a deux Unions qui ont gardé leur individualité. Ce sont l'Union des coopératives allemandes, de Tarutino, et l'Union des coopératives juives, de Kishinew. La dernière est une banque fédérale, sous la forme des sociétés anonymes par actions. L'Union groupe 40 coopératives de crédit, avec 21.170 membres, toutes ces coopératives étant très bien organisées du point de vue de la technique bancaire.

La Bessarabie a connu depuis 1898 sa première coopérative de consommation, dans la commune de Lichtental (département Cetatea Alba), parmi les colons allemands qui avec les colons français constituent les éléments les plus cultivés de la Bessarabie (4). Mais le mouvement ne faisait pas de progrès à cause du désintéressement de l'Etat russe. Ce n'est qu'en 1912 que les coopératives de consommation obtiennent du crédit de la part de la « Zems-tva », organisation départementale de Kishinew, et l'organisation d'une série de cours pour les coopératives de consommation. Comme l'appui des départements était faible, les progrès étaient lents, mais sûrs.

En 1912 on comptait 43 sociétés coopératives, avec 4.200 membres. Pendant la guerre, le mouvement coopératif prend une importance de plus en plus grande. L'Union entre en relation avec les Unions d'Odesse et de Moscou,

(4) V. Ghenzul, La coopération de consommation en Bessarabie, Kishinew 1921.

et à la suite de la loi du 20 mars 1917 qui réduit les formalités exigées à la constitution des sociétés coopératives, le mouvement prend un nouvel essor.

En 1920 on trouve 870 coopératives de consommation ; mais ici comme partout dans la période d'après la guerre, ces coopératives étaient en partie le produit des besoins temporaires, ce qui fait que dans quelques années leur nombre s'est réduit de beaucoup. Il y avait ainsi à la fin de 1926, 252 coopératives de consommation, et au 31 Décembre 1928 leur nombre monte à 337, avec 36.887 membres, possédant un capital de 15.412.635 lei et ayant vendu des marchandises pour la somme de 122.839.398 lei.

Les coopératives de consommation se sont groupées dans des Unions et la première, fondée en 1913, a été « l'Union bessarabienne des sociétés de consommation » ; d'autres suivirent, et en 1918 on arrive à constituer à Kishinew une Centrale des Unions de Bessarabie, qui fonctionnait aussi comme Centrale des sociétés coopératives de crédit. Aujourd'hui, on trouve en dehors de ladite Union, la « Fédérale agricole » de Kishinew, « Independentza » de Baltzi, et « Izbânda » de Hotin.

En dehors de toutes ces Unions, il faut noter l'existence en Bessarabie d'un grand nombre de coopératives de consommation de la population juive ; ces coopératives, par leur intense activité, font l'approvisionnement des artisans et agriculteurs juifs, assez nombreux en Bessarabie. Elles sont groupées dans une Union avec le siège cen-

tral à Kishinew. A la suite de la loi pour l'unification de la coopération, la Centrale des Unions de Kishinew a été dissoute, les coopératives de Bessarabie étant obligées de s'affilier à la Centrale de Bucarest.

Ce qui différencie les coopératives bessarabiennes de consommation avec celles de l'ancien Royaume, c'est que le nombre des sociétaires est supérieur — par rapport à la population totale de la province, — à celui des membres des coopératives de l'ancien Royaume.

Il semble pourtant qu'en Bessarabie les sociétés coopératives de consommation ont une organisation solide, et le fait que depuis quelques années leur force et activité croient incessamment, nous permet de croire qu'elles sont sorties à un meilleur avenir que celles de l'ancien Royaume.

BUCOVINE

L'apparition des sociétés coopératives dans la Bucovine date de 1873, à la suite de la loi sur les associations industrielles et économiques (5). Ce sont surtout les sociétés coopératives de crédit qui, sous l'influence du mouvement coopératif allemand, se développèrent rapidement ; grâce à leur organisation type Raiffeisen, basée sur le principe de la responsabilité solidaire et illimitée des membres, elles se sont révélées comme un élément très important dans l'économie de la Bucovine.

(5) A. G. Galan, op. cit., p. 193 et suiv.

Le mouvement coopératif de crédit est divisé par nationalités, tout comme dans les autres nouvelles provinces. Les plus importantes coopératives sont celles allemandes, groupées dans l'Union de Cernautzi et ayant comme institut central de crédit, la Banque Agraire de Bucovine. A cette Union étaient affiliées 60 coopératives de crédit, avec 9.925 membres ; elles avaient 7 millions lei fonds propres, 23 millions lei dépôts, et un chiffre d'affaires s'élevant à 44,5 millions lei.

Il y a encore l'Union des coopératives polonaises, avec 9 coopératives de crédit et 1.200 membres, et l'Union des coopératives russes, qui est maintenant en train de liquider.

Dans toute la Bucovine, il y avait, au 31 Décembre 1928, 123 coopératives de crédit avec 13.985 membres, 13.333.226 lei capital versé, ayant accordé dans l'année, 62.149.308 lei de prêts (6).

Au contraire des coopératives de crédit, celles de consommation ont comme principe d'organisation, la responsabilité limitée, et leur développement est moins rapide. Ainsi on comptait :

	1895	1905	1914
	—	—	—
Nombre des sociétés :	4	17	63

Parmi les quelques sociétés coopératives roumaines de Bucovine, la « Pravalia Romaneasca », fondée en 1905 à

(6) Annuaire des Banques populaires pour 1928 (sous presse).

Cernautzi, en dépit de sa grande activité prouvée tant par le nombre de ses 1.400 membres que par son activité culturelle, dut liquider au commencement de la guerre. L'Etat Roumain, en poursuivant après la guerre la même politique d'approvisionnement de toutes les provinces, a encouragé la création d'un grand nombre de coopératives de consommation. On trouve ainsi, en 1921, un nombre de 46 coopératives, avec 15.500 membres, presque toutes étant fondées par la population rurale.

Dans les villes, leur nombre était très réduit, quoique la Centrale de Bucarest ait fait une grande propagande. On trouve ici néanmoins une seule grande coopérative de consommation : « L'Association coopérative de consommation des travailleurs » de Cernautzi, qui, fondée en 1919, compte aujourd'hui plus de 5.000 membres.

Quant aux coopératives de production de cette province, il y avait, au 31 décembre 1926, un nombre de 24, dont 23 sont des coopératives pour l'exploitation des forêts. Elles comptaient 1.717 membres avec un capital versé de lei 1.833.467 et ayant vendu des marchandises pour une valeur d'environ 14 millions lei. La plus grande coopérative forestière est « Padurea noastra » de Vama, dans le département de Cernautzi. C'est d'ailleurs pour le développement des coopératives forestières que la Centrale de Bucarest fait beaucoup d'efforts, la Bucovine étant couverte de grandes forêts, qui par la coopération, pourraient être rationnellement exploitées.

CONCLUSIONS

Maintenant, après avoir montré dans son ensemble l'évolution de la coopération roumaine, nous pouvons nous rendre compte de ce que le mouvement coopératif signifie pour la Roumanie.

Les banques populaires ont développé l'esprit d'économie dans la population rurale, et on a démocratisé le crédit en éliminant l'usurier. C'est un résultat que personne ne peut nier. Il est vrai que dans une certaine mesure il leur manque un véritable esprit coopératif, mais il nous semble que cette manque est maintenant en train d'être comblée. En effet, parmi les banques populaires, il y en a déjà un grand nombre qui fonctionnent en appliquant les principes de la solidarité coopérative. Les directives de la Centrale des banques populaires inclinent actuellement vers l'impulsion d'un sain courant coopératif dans la vie des banques populaires, et la nouvelle organisation de « la Banque Centrale » permettra de fortifier la puissance financière des sociétés coopératives de crédit. Les banques populaires constituent pour la Roumanie un puissant moyen pour stimuler l'épargne populaire, et encourager la production du pays.

Quant à la coopération de production, on a vu qu'elle s'est manifestée sous des formes très variées, et qu'elles font en grande partie l'application des principes coopératifs. Elles ont une grande importance pour la Roumanie, car l'organisation de la petite propriété n'est possible que par la coopération. Ce sont les coopératives de production qui permettront aux petits propriétaires des terres d'augmenter leur production et de bénéficier des avantages de la grande propriété, par le travail en commun et l'organisation collective de la production ; la mission de la coopération est ici de consolider économiquement les nouvelles exploitations.

En Roumanie, beaucoup plus que dans d'autres pays, la coopération de consommation, loin d'égaler celle de production, s'est très peu développée. Certainement que c'est à cause des circonstances spéciales du pays, mais il est à remarquer que presque dans tous les pays, sauf l'Angleterre, c'est par les coopératives de production agricole ou non, que le mouvement coopératif s'est montré ; les coopératives de consommation rencontrant dans leur chemin beaucoup plus de difficultés que les autres genres de coopératives, apparaissent les dernières dans l'évolution des formes coopératives (7). C'est donc le cas de la Roumanie, et nous croyons que dans un prochain avenir, grâce aux efforts des coopérateurs, la coopération de consommation ne tardera pas à prendre un bel essor.

(7) Ch. Gide, *La coopération dans les pays latins*, Paris 1926-1927, p. 13 et suiv.

C'est surtout l'organisation d'un puissant Magasin de gros qui facilitera ce développement, et on sait que ce problème constitue le premier objectif des coopérateurs roumains.

Il faut remarquer le manque d'une forme de coopération qui en Roumanie aurait une forte raison d'être. Ce sont les coopératives pour la vente en commun et l'assurance du bétail qui dans d'autres pays sont arrivées à des résultats remarquables. Si en général l'assurance organisée sous la forme coopérative est peu développée, son inexistence en Roumanie est due aux conceptions des paysans qui ne se rendent pas encore compte de la nécessité de l'assurance dans l'agriculture. Il y aura beaucoup à travailler dans cette direction et il faudra profiter de l'existence des nombreuses coopératives agricoles de la campagne roumaine, pour arriver à la création d'un système d'assurance coopérative ou mutualiste contre la mortalité du bétail et les risques agricoles.

Le mouvement coopératif roumain a été l'élément essentiel qui, contribuant au relèvement moral et économique de la campagne, a préparé la voie des réformes agraires. Le paysan roumain, conscient de ce fait, ne l'a jamais oublié, et c'est ainsi que la coopération a pris des bases profondes en pénétrant dans l'âme des masses paysannes. Le rôle de la coopération est encore plus grand dans l'avenir, car rien que par elle les moyens scientifiques de la culture du sol — qui sera encore longtemps la principale

richesse de la Roumanie — seront adaptés par les agriculteurs, en vue d'une intensification de la production agricole.

Quant à nous, nous croyons que le problème le plus important à résoudre dans l'avenir sera la concentration des forces. Sans cette concentration, le mouvement — trop dispersé — ne pourra jamais arriver à une force telle qu'il puisse se dispenser complètement de l'aide de l'Etat.

Il nous semble que la récente loi pour l'organisation répond assez bien à cette préoccupation. Le fait que cette loi rend au mouvement coopératif l'autonomie tant désirée par tous les coopérateurs, marque le commencement d'une nouvelle vie pour la coopération roumaine. Quoique le temps soit trop court pour pouvoir juger les effets de cette dernière loi, nous croyons que grâce à elle, la réorganisation du mouvement coopératif sera dans peu de temps un fait accompli.

Nous pouvons donc recommander aux coopérateurs roumains de ne plus légiférer, mais de chercher par une sage application de la législation actuelle, de remettre la coopération roumaine dans le cadre des purs principes coopératifs, car un pays dans lequel 32 % de la population sont des coopérateurs, doit avoir une place assez marquée dans le mouvement coopératif mondial.

Vu :

Le Président de la thèse,
Albert AFTALION.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,
BERTHELEMY.

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- AFTALION Alb. — Les Fondements du Socialisme. Paris, 1923.
- ANSEELE Ed. — La Coopération et le Socialisme. Gand, 1902.
- AUGÉ LARIBÉ M. — Syndicats et coopératives agricoles. Paris, 1926.
- CHIRCOULESCO N.D. — Les nécessités de la coopération (en roumain). Bucarest, 1928.
- COLESCO L. — Les associations rurales de Roumanie, Bulletin des Institutions économiques et sociales de l'Institut International d'Agriculture. Rome 1910, n° 1, p. 203.
- DUMITRESCO-BUMBESTI Gh. — Notre coopération d'hier et d'aujourd'hui (en roumain). Bucarest, 1928.
- GALAN A. G. — La naissance et le développement de la coopération moderne (en roumain). Bucarest 1926.
- » Le rôle et la situation de la coopération en Roumanie (en roumain). Bucarest, 1927.
- GAUMONT J. — Histoire abrégée de la coopération. Paris, 1921.
- GHENZUL V. — La coopération de consommation en Besarabie (en roumain). Kishinew, 1921.

- » Cinquante années de la coopération de crédit en Bessarabie, (en roumain). Kishinew, 1924.
- GHIULEA N. — La coopération (en roumain). Cluj, 1927.
- GIDE Ch. — La coopération, conférences de propagande. Paris, 1900.
- » Les sociétés coopératives de consommation, 3^e ed. Paris, 1917.
- » La coopération à l'Etranger. Paris, 1926.
- » La coopération dans les pays latins. Paris, 1927.
- GRUNFELD E. — La coopération vue sous l'angle de la théorie économique et sociale, *Revue des Etudes Coopératives*, 1927, N° 23, p. 256.
- HITIER J. — Une nouvelle application de la coopération de production en agriculture, *Revue d'Ec. Pol.* 1907, n° 3, p. 209.
- JOACHIM V. — Les coopératives urbaines en Roumanie (en roumain). Bucarest.
- LAHOVARY J. — La Question Agraire. Bucarest, 1907 (en roumain).
- LAVERGNE B. — Le régime coopératif. Paris, 1908.
- » L'ordre coopératif. Paris, 1926.
- » Les régies coopératives. Paris, 1927.
- MADGEARO V. et MLADENATZ Gr. — La réforme de la coopération (en roumain). Bucarest, 1925.
- MLADENATZ Gr. — La direction des entreprises coopératives de consommation (en roumain). Kishinew, 1929.

- MULLER H. — Das Genossenschaftswesen und die Reform seines Rechtes im demokratischen Staate, Zurich, 1921.
- RADUCANO J. — Faits et idées dans la coopération roumaine (en roumain). Bucarest, 1916.
- SPINEANO C. — La propriété et l'exploitation des forêts (en roumain). Targovishtë, 1925.
- THOMAS Al. — Rapport au Congrès coopératif. Gand, 1924.
- TOTOMIANTZ. — Anthologie coopérative. Paris, 1921.
- TRUCHY H. — Cours d'économie politique, II Vol. Paris, 1929.
- TURNÉANO G. — L'exploitation du bois dans la coopération roumaine (en roumain). Bucarest, 1923.

THÈSES

- BLANC R. — Les sociétés coopératives en France. Montpellier, 1912.
- DAMIAN C. C. — Les Banques Populaires en Roumanie. Paris, 1922.
- DESBONS G. — La coopération rurale en Danemark, Montpellier, 1916.
- DUCA J. G. — Les sociétés coopératives en Roumanie. Paris, 1902.
- EREMIE N. G. — Les associations paysannes de production en Roumanie. Paris, 1912.
- LAZAR L. — La mise en œuvre de la réforme agraire en Roumanie. Paris, 1924.

MOSANDREI M. — La coopération forestière en Roumanie. Paris, 1926.

TASCA G. — Les nouvelles réformes agraires. Paris, 1910.

DIVERSES PUBLICATIONS

Annuaire des banques populaires pour 1927. Bucarest, 1929.

Annuaire des banques populaires pour 1928 (sous presse).

Le mouvement coopératif de production et de consommation en Roumanie. Bucarest, 1925.

Aperçu général sur les coopératives de production et de consommation. Bucarest, 1927.

Annuaire de la coopération pour 1928 (sous presse).

Bulletin mensuel des Institutions économiques et sociales de l'Institut international d'agriculture. Rome, 1910, n° 1.

Internationale Handwörterbuch des Genossenschaftswesens, Berlin, 1927.

Le coopérateur roumain Bucarest 1930, N° 1.

Revue d'Economie Politique. 1907, N° 3.

Revue des Etudes Coopératives 1927, N° 23.

Exposé de Motifs au Code de la Coopération.

Exposé de Motifs à la loi pour l'organisation de la coopération.

Débats parlementaires.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

Le mouvement législatif sur les Sociétés Coopératives

CHAPITRE I. — Le régime juridique des premières coopératives	19
CHAPITRE II. — Les mesures législatives d'après la guerre	28
CHAPITRE III. — Les dernières dispositions législatives	34
§ 2. <i>Le Code de la Coopération</i>	37
§ 2. <i>La loi pour l'organisation de la coopération</i>	43

DEUXIEME PARTIE

Le développement de la Coopération en Roumanie

Considérations générales	59
CHAPITRE I. — Les Banques Populaires	66
CHAPITRE II. — Les associations agricoles	90
§ 1. <i>Les associations d'affermage</i>	90
§ 2. <i>Les associations d'achat de terres et autres coopératives agricoles</i>	99

CHAPITRE III. — Coopératives de consommation et de production	103
§ 1. <i>Coopératives de consommation</i>	104
§ 2. <i>Coopératives de production</i>	114
§ 3. <i>L'activité de la Centrale</i>	124
CHAPITRE IV. — Le mouvement coopératif dans les nouvelles provinces	131
<i>Transylvanie</i>	131
<i>Bessarabie</i>	136
<i>Bucovine</i>	139
CONCLUSIONS	143
BIBLIOGRAPHIE	147

